

Le plan pour l'après-guerre de Gaza prévoit la relocalisation « volontaire » de toute la population

L'administration Trump et ses partenaires internationaux discutent de propositions visant à construire une « Riviera du Moyen-Orient » sur les décombres de Gaza. L'une d'elles établirait un contrôle américain et paierait les Palestiniens pour qu'ils partent.

31 août 2025 à 5 h 00 HAE – *The Washington Post* - [Karen DeYoung](#) et [Cate Brown](#)

Un plan pour l'après-guerre de Gaza circulant au sein de l'administration Trump, calqué sur la promesse du président Donald Trump de « prendre le contrôle » de l'enclave, la transformerait en une tutelle administrée par les États-Unis pendant au moins 10 ans, le temps qu'elle soit transformée en une station touristique étincelante et en un pôle de production et de technologie de haute technologie.

Le prospectus de 38 pages consulté par le *Washington Post* envisage au moins une relocalisation temporaire de l'ensemble des plus de 2 millions d'habitants de Gaza, soit par ce qu'il appelle des départs « volontaires » vers un autre pays, soit dans des zones restreintes et sécurisées à l'intérieur de l'enclave pendant la reconstruction.

Les propriétaires fonciers se verraient offrir par le trust un jeton numérique en échange du droit de réaménager leur propriété, qui servirait à financer une nouvelle vie ailleurs ou, à terme, à acquérir un appartement dans l'une des six à huit nouvelles « villes intelligentes alimentées par l'IA » qui seront construites à Gaza. Chaque Palestinien choisissant de partir recevrait 5 000 dollars en espèces et des subventions pour couvrir quatre années de loyer ailleurs, ainsi qu'un an de nourriture.

Le plan estime que chaque départ individuel de Gaza permettrait au fonds d'économiser 23 000 dollars, par rapport au coût du logement temporaire et de ce qu'il appelle les services de « maintien en vie » dans les zones sécurisées pour ceux qui restent.

Baptisée « Gaza Reconstitution, Economic Acceleration and Transformation Trust », ou GREAT Trust, cette proposition a été élaborée par certains des mêmes Israéliens qui ont créé et mis en place la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF), soutenue par les États-Unis et Israël, qui distribue aujourd'hui de la nourriture dans l'enclave. La planification financière a été réalisée par une équipe travaillant à l'époque pour le Boston Consulting Group (BCG).

Des personnes au fait de la planification du trust et des délibérations de l'administration sur la bande de Gaza de l'après-guerre ont évoqué ce sujet sensible sous couvert d'anonymat. La Maison Blanche a transmis ces questions au Département d'État, qui a refusé de commenter. BCG a déclaré que les travaux sur le plan du trust n'avaient pas été expressément approuvés et que deux associés principaux qui avaient dirigé la modélisation financière avaient été licenciés par la suite.

Mercredi [27 août], Trump a tenu une réunion à la Maison Blanche où ont été discutées des solutions pour mettre fin à la guerre, qui dure depuis bientôt deux ans, et de la suite des événements. Parmi les participants figuraient le secrétaire d'État Marco Rubio et l'envoyé spécial du président, Steve Witkoff ; l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, dont l'opinion sur l'avenir de Gaza a été sollicitée par l'administration ; et le gendre de Trump, Jared Kushner, [qui a géré une grande partie des initiatives du président au Moyen-Orient durant son premier mandat](#) et possède d'importants intérêts privés dans la région.

Aucun compte rendu de la réunion ni aucune décision politique n'ont été annoncés, bien que Witkoff ait déclaré la veille de la réunion que l'administration avait « un plan très complet ». On ignore si le projet détaillé et exhaustif du GREAT Trust correspond à ce que Trump a en tête. Mais selon deux sources proches du dossier, ses principaux éléments ont été spécifiquement conçus pour concrétiser la vision du président d'une « Riviera du Moyen-Orient ».

L'aspect le plus attrayant est peut-être qu'il prétend ne nécessiter aucun financement du gouvernement américain et offrir des profits importants aux investisseurs. Contrairement au GHF, controversé et parfois à court de liquidités, qui fait appel à des agents de sécurité américains privés armés pour distribuer de la nourriture dans quatre localités du sud de Gaza, le projet de trust « ne repose pas sur des dons », précise le prospectus. Il serait plutôt financé par des investissements publics et privés dans ce qu'il appelle des « mégaprojets », allant d'usines de véhicules électriques et de centres de données à des complexes hôteliers en bord de mer et des immeubles d'habitation.

Les calculs inclus dans le plan prévoient un rendement presque quadruplé sur un investissement de 100 milliards de dollars après dix ans, avec des flux de revenus auto-générés continus. Certains éléments de la proposition ont été initialement rapportés par le *Financial Times*.

« *Je crois que [Trump] prendra une décision audacieuse* » lorsque les combats prendront fin, a déclaré une source au fait des délibérations internes de l'administration. « *Le gouvernement américain pourrait adopter de multiples options, en fonction... de ce qui se passera.* »

“Le GREAT Trust, d'un proxy iranien démolî à un allié abrahamique prospère” (titre de la brochure)

Des projets concurrents pour Gaza

Les propositions pour le lendemain de la fin de la guerre à Gaza ont proliférés presque depuis le jour où elle a commencé, le 7 octobre 2023, lorsque les militants du Hamas ont envahi le sud d'Israël, tuant environ 1 200 personnes et prenant environ 250 otages.

Alors que la réponse militaire d'Israël a systématiquement réduit l'enclave en ruines – déplaçant des centaines de milliers de personnes, provoquant la mort de plus de 60 000 Palestiniens et près d'un demi-million confrontés à ce qu'un observateur de la crise mondiale a qualifié de famine catastrophique – des groupes de réflexion, des universitaires, des organisations internationales, des gouvernements et des particuliers ont proposé des moyens de réhabiliter et de gouverner Gaza.

Au début de la guerre, des propositions ont émergé en Israël pour créer des zones sans Hamas ou des « bulles » sous protection militaire israélienne à Gaza où les Palestiniens pourraient recevoir de l'aide humanitaire et se gouverner progressivement à mesure que le conflit touchait à sa fin.

En janvier, moins d'une semaine avant l'entrée en fonction de Trump, le secrétaire d'État de l'époque, Antony Blinken, a présenté le plan de l'après-guerre de l'administration Biden pour accéder au statut d'État. Ce plan prévoyait une « administration intérimaire » pour Gaza, supervisée par les Nations unies et assurée par des Palestiniens sélectionnés et des « pays partenaires » non spécifiés, qui céderaient finalement le pouvoir à une Autorité palestinienne « réformée ».

L'Autorité palestinienne, l'Égypte et les Émirats arabes unis ont tous présenté des plans. Lors d'un sommet en mars, les dirigeants arabes ont approuvé la proposition égyptienne qui prévoit la formation d'un gouvernement composé de technocrates de Gaza et de responsables de l'Autorité palestinienne, avec un financement des États du Golfe Persique. Outre la possibilité d'envoyer des soldats de la paix arabes sur le terrain, des responsables au Caire ont indiqué que des membres de la police de Gaza, en grande partie dissoute, sont formés en Égypte pour assurer la sécurité après le désarmement du Hamas.

Israël et les États-Unis – les seuls pays à avoir publiquement évoqué la possibilité de relocaliser temporairement les habitants de Gaza – ont tous deux rejeté la proposition arabe. Les entreprises de sécurité américaines travaillant pour le GHF ont également été en discussion avec Israël et d'éventuels partenaires humanitaires sur un plan dans lequel elles débarrasseraient Gaza des munitions non explosées et des débris, et sécuriseraient les zones dans lesquelles les Palestiniens vivraient temporairement dans le cadre d'un plan de

reconstruction.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu n'a jamais proposé de vision claire pour l'avenir de Gaza, si ce n'est la nécessité de désarmer le Hamas et de restituer tous les otages. Il a affirmé qu'Israël devait conserver le contrôle sécuritaire de l'enclave et a rejeté toute gouvernance future de l'Autorité palestinienne basée en Cisjordanie, ainsi que la perspective d'un État palestinien.

Israël, qui affirme que ses troupes contrôlent désormais 75 % de l'enclave, a approuvé une nouvelle offensive pour prendre le contrôle du reste.

Les membres d'extrême droite du gouvernement de coalition de Netanyahu prônent une occupation israélienne permanente. Le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, qui a appelé à l'annexion et à la réinstallation israélienne de Gaza, a déclaré jeudi lors d'une conférence de presse : « *Israël doit conserver le contrôle total de toute la bande de Gaza, pour toujours. Nous annexerons un périmètre de sécurité et ouvrirons les portes de Gaza à l'immigration volontaire.* »

Ces dernières semaines, Netanyahu a déclaré qu'il avait l'intention de prendre le contrôle d'une bande de Gaza libérée du Hamas, mais que « *nous ne voulons pas la garder* ».

Recherche d'hôtes dans des pays tiers

Le retrait des Palestiniens de Gaza – par la persuasion, l'indemnisation ou la force – est un sujet de débat politique israélien depuis que Gaza a été arrachée au contrôle égyptien et occupée par Israël lors de la guerre de 1967. Les colons israéliens y ont vécu aux côtés des Palestiniens jusqu'en 2005, date à laquelle un accord de paix a imposé leur départ. Le retrait total d'Israël a donné lieu à une lutte de pouvoir entre l'Organisation de libération de la Palestine et le Hamas, qui a réussi à prendre le contrôle de Gaza après avoir remporté la majorité parlementaire aux élections de 2006 – les dernières organisées dans l'enclave.

Ce statu quo inconfortable a perduré pendant de nombreux et brefs échanges de tirs entre Israël et le Hamas jusqu'à l'attaque de 2023, lorsque des milliers de militants ont franchi la barrière de sécurité israélienne qui entoure Gaza de tous côtés, à l'exception de son étroite frontière sud avec l'Égypte, envahissant les bases des Forces de défense israéliennes et assassinant des civils.

Israël, a déclaré Netanyahu, « *discute avec plusieurs pays* » de l'accueil des Gazaouis relocalisés. La Libye, l'Éthiopie, le Soudan du Sud, l'Indonésie et le Somaliland ont été évoqués comme options potentielles. Tous, à l'exception de l'Indonésie – qui avait précédemment annoncé qu'elle accueillerait temporairement quelques milliers de Palestiniens en quête d'emploi ou de soins médicaux – se trouvent en Afrique, en proie à leurs propres conflits et à la misère des civils.

La Libye est dirigée par deux gouvernements rivaux qui s'affrontent fréquemment, et l'Éthiopie connaît des guerres civiles et des conflits sporadiques avec ses voisins. Israël, qui a limité son aide humanitaire à Gaza, a annoncé ce mois-ci qu'il enverrait de l'aide médicale et d'autres fournitures au Soudan du Sud.

Aucun pays n'a reconnu le Somaliland, un ancien protectorat britannique qui a déclaré unilatéralement son indépendance de la Somalie déchirée par la guerre en 1991. Après que ses dirigeants ont offert un lieu d'accueil aux Gazaouis relocalisés en échange de la reconnaissance de leur État, Trump a déclaré aux journalistes plus tôt ce mois-ci : « *Nous étudions cette question en ce moment même.* »

Trump expose sa vision

Lors de sa campagne électorale de 2024, Trump avait déclaré qu'il mettrait rapidement fin à la guerre à Gaza. Mais lorsqu'il est revenu sur le sujet en tant que président, c'était surtout pour parler de la manière dont il utiliserait ses talents de promoteur immobilier une fois que les Gazaouis seraient partis.

« *J'ai vu une photo de Gaza, on dirait un immense chantier de démolition* », a déclaré Trump

aux journalistes lors de la signature d'une série de décrets dans le Bureau ovale, deux jours après son investiture. « *Il faut reconstruire autrement.* » Gaza, a-t-il ajouté, était « *un endroit exceptionnel... en bord de mer, avec un climat idéal. Tout va bien. On peut y faire de belles choses.* »

Deux semaines plus tard, lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche avec Netanyahu, Trump a déclaré que « *les États-Unis prendront le contrôle de la bande de Gaza* ». Décrivant une « *prise de contrôle à long terme* », il a ajouté que tous ceux à qui il en avait parlé « *appréciaient l'idée* ».

« *J'ai étudié la situation de très près pendant des mois et je l'ai vue sous tous les angles* », a déclaré Trump. « *Je ne veux pas faire le malin. Je ne veux pas jouer les malins. Mais la Riviera du Moyen-Orient pourrait être quelque chose de magnifique.* »

Netanyahu, souriant aux côtés de Trump, a qualifié cela de « *vision audacieuse* » et a déclaré qu'Israël et les États-Unis avaient une « *stratégie commune* ».

Interrogé plus tard dans la journée lors d'une interview avec Fox News pour savoir si les habitants palestiniens de Gaza pourraient revenir après la reconstruction, Trump a répondu : « *Non, ils ne le feront pas, car ils auront de bien meilleurs logements* » ailleurs.

Quelques heures plus tard, Rubio et la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, sont revenus sur ces propos. La « *proposition généreuse* » de Trump prévoyait notamment que les Palestiniens auraient besoin d'un endroit où vivre « *en attendant* » la reconstruction, a déclaré Rubio. Leavitt a insisté sur le fait que « *le président a clairement indiqué qu'ils devaient être temporairement relogés hors de Gaza* ».

Une semaine plus tard, Trump est revenu sur le sujet lors d'une réunion dans le Bureau ovale, devant un roi Abdallah II de Jordanie visiblement déconcerté. « *Avec le contrôle des États-Unis sur ce territoire* », a-t-il déclaré, faisant référence à Gaza, « *la stabilité s'installera pour la première fois au Moyen-Orient. Et les Palestiniens, ou ceux qui vivent actuellement à Gaza, vivront une vie merveilleuse ailleurs.* »

Peu après sa promesse de février de prendre le contrôle de Gaza, [Trump a republié sur son compte Truth Social une vidéo générée par l'IA de sa vision](#). On y voit d'abord des enfants fouiller les décombres au milieu de militants armés, puis on découvre rapidement un monde merveilleux de gratte-ciels étincelants, de plages immaculées et d'argent tombant du ciel.

Trump et Netanyahu apparaissent en train de bronzer sur la côte de Gaza, et une statue dorée de Trump trône avec bienveillance sur un paysage urbain propre et animé.

Une chanson entraînante sert de bande-son. « *Donald vient vous libérer / Apportant de la joie à tout ce que vous voyez. Plus de tunnels, plus de peur / Trump Gaza est enfin là.* »

Suite à l'indignation arabe et aux accusations généralisées selon lesquelles tout déplacement forcé constituerait une violation du droit international, Trump et Netanyahu ont récemment souligné que toute réinstallation des Gazaouis après la guerre serait volontaire et, si les Palestiniens le souhaitaient, temporaire. Entre-temps, Israël a pris des mesures pour parquer les quelque deux millions de Gazaouis sur une étroite bande de front de mer au sud, en attendant son offensive au nord de la ville de Gaza.

Les Nations Unies estiment que 90 % des logements de l'enclave ont été détruits. La question du sort de la population de Gaza pendant sa réinstallation et de son futur gouvernement est centrale, quel que soit le plan adopté.

« *L'ampleur des destructions est colossale et sans précédent, même dans le contexte de Gaza* », a déclaré Yousef Munayyer, chercheur principal au Centre arabe de Washington.

« *L'urgence est extrême. L'ampleur du projet de reconstruction est considérable. Et la question politique est plus floue que jamais.* »

Réaménager une nouvelle « Riviera »

La promesse de Trump en février de prendre possession et de réaménager Gaza a offert à la fois un feu vert et une feuille de route au groupe d'hommes d'affaires israéliens, mené par

Michael Eisenberg, un Israélo-Américain, et Liran Tancman, un ancien officier du renseignement militaire israélien. Ils avaient déjà confié le projet GHF à des exécutants et s'étaient attaqués au problème de l'après-guerre en consultation avec des experts financiers et humanitaires internationaux, des investisseurs gouvernementaux et privés potentiels, ainsi qu'avec certains Palestiniens, selon des sources proches du dossier.

Au printemps, une équipe de BCG basée à Washington, qui avait été embauchée séparément pour travailler avec le principal entrepreneur américain chargé de mettre en place le programme de distribution alimentaire du GHF, travaillait sur une planification détaillée et une modélisation financière pour le GREAT Trust.

Eisenberg et Tancman ont refusé de commenter cet article. Une personne au courant du projet a indiqué que le prospectus avait été finalisé en avril et qu'il n'avait subi que des modifications minimes depuis, mais qu'il restait encore beaucoup à faire.

« *Ce n'est pas prescriptif, mais cela explore les possibilités* », a déclaré la personne. « *Il faut permettre aux habitants de Gaza de construire quelque chose de nouveau, comme l'a dit le président, et d'avoir une vie meilleure.* »

Ceux qui connaissent l'initiative à Washington et en Israël l'ont comparée aux tutelles américaines sur les îles du Pacifique après la Seconde Guerre mondiale, ainsi qu'aux rôles de gouvernance et d'économie d'après-guerre joués par le général Douglas MacArthur au Japon et le secrétaire d'État George C. Marshall en Allemagne.

Bien que les territoires sous tutelle du Pacifique aient été administrés par les États-Unis, l'accord a été approuvé par les Nations Unies, dont les membres sont peu susceptibles d'accepter une relation similaire avec Gaza. Mais les planificateurs du trust soutiennent qu'en vertu de la doctrine du droit international coutumier de *l'uti possidetis juris* (latin signifiant « tel que vous le possédez en vertu de la loi ») et des limites à l'autonomie palestinienne imposées par les accords d'Oslo de 1993, Israël exerce un contrôle administratif sur les territoires occupés et a le pouvoir de les céder.

Comme indiqué dans le document du trust, Israël transférerait « l'autorité et les responsabilités administratives à Gaza au GREAT Trust » dans le cadre d'un accord bilatéral américano-israélien qui « évoluerait » vers une tutelle officielle. Ce document prévoit d'éventuels investissements de « pays arabes et autres » qui transformeraient l'accord en une « institution multilatérale ». Les responsables de l'administration Trump ont qualifié de simple discours public l'insistance des gouvernements arabes, notamment du Golfe Persique, à dire qu'ils ne soutiendraient qu'un plan d'après-guerre menant à la création d'un État palestinien.

Israël conserverait « des droits fondamentaux pour répondre à ses besoins de sécurité » durant la première année du plan, tandis que la quasi-totalité de la sécurité intérieure serait assurée par des « ressortissants de pays tiers » non spécifiés et des entreprises militaires privées « occidentales ». Leur rôle diminuerait progressivement sur une décennie, à mesure que des « polices locales » qualifiées prendraient le relais.

Le trust gouvernerait Gaza pendant une période de plusieurs années qui, selon les estimations, durera 10 ans « jusqu'à ce qu'un système politique palestinien réformé et déradicalisé soit prêt à prendre sa place ».

Le document ne fait aucune référence à un éventuel État palestinien. L'entité palestinienne, encore indéfinie, « rejoindra les accords d'Abraham », les négociations du premier mandat de Trump qui ont conduit à l'établissement de relations diplomatiques entre Israël et quatre États arabes. Trump a déclaré qu'il comptait étendre cet acquis avant de quitter ses fonctions.

Le plan évoque l'emplacement de Gaza « au carrefour » de ce qui deviendra une région « pro-américaine », donnant aux États-Unis l'accès aux ressources énergétiques et aux minéraux essentiels, et servant de plaque tournante logistique pour le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe qui a été annoncé pour la première fois sous l'administration Biden mais qui a déraillé à cause de la guerre entre Israël et Gaza.

La reconstruction de Gaza commencerait par l'élimination d'énormes quantités de débris et de munitions non explosées, ainsi que par la reconstruction des services publics et du réseau électrique.

Les coûts initiaux seraient financés en utilisant comme garantie les 30 % de terres de Gaza qui, selon les urbanistes, appartiennent déjà à l'État et qui seraient immédiatement acquises au trust. C'est « *la solution la plus vaste et la plus simple. Inutile de demander conseil à qui que ce soit* », a noté Taneman en marge d'un document de planification du trust consulté par le *Washington Post*. « *J'ai peur d'écrire cela* », a répondu Eisenberg dans une note, « *car cela pourrait ressembler à une appropriation foncière.* »

Parmi les « mégaprojets » financés par des investisseurs figurent la construction d'une rocade et d'une ligne de tramway autour de Gaza, que les urbanistes surnomment flatteusement « autoroute MBS », du nom du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, dont l'approbation contribuerait grandement à l'acceptation régionale. Une autoroute moderne nord-sud traversant le centre de Gaza porte le nom du président des Émirats arabes unis, Mohammed ben Zayed al-Nahyan. Un nouveau port et un aéroport seraient construits à l'extrême sud, avec des liaisons terrestres directes vers l'Égypte, l'Arabie saoudite et Israël. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis se sont tous deux publiquement engagés à soutenir la proposition égyptienne concernant Gaza et un éventuel État palestinien, sans aucune indication qu'ils aient accepté un quelconque élément du plan du trust.

Le GREAT Trust envisage également une usine de dessalement d'eau et un parc solaire dans la péninsule égyptienne du Sinaï, qui alimenterait Gaza en eau et en électricité. La frontière orientale de Gaza avec Israël serait une zone industrielle « intelligente », comprenant des constructeurs américains de véhicules électriques et des centres de données régionaux pour desservir Israël et les pays du Golfe Persique. Le front de mer occidental de Gaza serait réservé à la « Riviera Trump de Gaza », avec des complexes hôteliers de classe mondiale, et la possibilité d'y construire des îles artificielles similaires à celles en forme de palmier construites au large de Dubaï, aux Émirats arabes unis.

Au cœur de l'enclave, entre les complexes hôteliers du front de mer et la zone industrielle – qui, selon le plan, créerait un million d'emplois –, des immeubles d'appartements pouvant atteindre 20 étages seraient construits dans six à huit « villes intelligentes planifiées, dynamiques, modernes et optimisées par l'IA ». Les zones à usage mixte comprendraient « des résidences, des commerces, des industries légères et d'autres installations, dont des cliniques, des hôpitaux, des écoles, etc. », entrecoupées d'« espaces verts, dont des terres agricoles, des parcs et des terrains de golf ».

Les familles de Gaza qui resteraient, ou qui partiraient puis reviendraient après l'achèvement des zones résidentielles pour échanger leurs jetons de terre, se verrait offrir la propriété de nouveaux appartements de 1 800 pieds carrés [environ 165 m²] que le plan évalue à 75 000 \$ chacun.

Adil Haque, professeur et expert en droit des conflits armés à l'Université Rutgers, a déclaré que tout plan dans lequel les Palestiniens sont empêchés de retourner chez eux, ou sont insuffisamment approvisionnés en nourriture, en soins médicaux et en abri, serait illégal – indépendamment de toute incitation financière offerte pour les départs.

Abu Mohamed, un père de famille de 55 ans, s'exprimant sur WhatsApp depuis Gaza samedi, a déclaré que malgré la situation catastrophique, il ne partirait jamais. « *Je vis actuellement dans une maison partiellement détruite à Khan Younis* », a-t-il dit. « *Mais nous pourrions la rénover. Je refuse d'être contraint de partir dans un autre pays, musulman ou non. C'est ma patrie.* »

Heba Farouk Mahfouz a contribué à ce rapport. - Traduction Google rapidement revue (JF)

Billet de blog 27 août 2025

La Palestine, le Soudan et l'indifférence du Nord mondial

Les famines de Gaza et du Soudan : comment se comparent-elles et quelles leçons tirer de l'inaction des puissances mondiales à leur égard ?

Gilbert Achcar - Professeur émérite, SOAS, Université de Londres - Abonné·e de Mediapart
Le *Financial Times* a publié lundi dernier un article s'appuyant sur les rapports de la Classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification – IPC) pour mettre en garde contre l'incidence croissante de la famine dans le monde en se concentrant sur les deux crises actuelles les plus graves : les famines à Gaza et au Soudan.

L'IPC a été développée par l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire (FSAU) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elle a été élaborée il y a environ 20 ans, en réponse à l'aggravation de la famine en Somalie. L'IPC utilise une échelle standardisée qui prend en compte les données de sécurité alimentaire, les scores nutritionnels et les moyens de subsistance disponibles dans chaque crise, ce qui permet d'en évaluer la gravité et de comparer les crises afin d'identifier les plus graves.

Le pire des niveaux de la classification de la FSAU est la phase 5 de Catastrophe / Famine. Dans cette dernière condition, « *au moins un ménage sur cinq (soit 20 %) souffre d'un manque extrême de nourriture et est confronté à la famine, ce qui entraîne la mort, la misère et des niveaux extrêmement critiques de malnutrition aiguë* ».

La description de la famine se poursuit ainsi : « *Dans cette phase, la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans dépasse 30 %, et les ménages ont atteint un point de dénuement et de mort* ».

Avant la phase de catastrophe / famine, il y a la phase d'urgence, au cours de laquelle les familles souffrent de « grands écarts de consommation alimentaire qui se traduisent par une malnutrition aiguë très élevée et une surmortalité », ou bien elles sont contraintes de recourir à des mesures extrêmes pour éviter la famine, comme la liquidation de leurs quelques biens restants.

Étant donné que la population du Soudan (environ 50 millions) est vingt-cinq fois supérieure à celle de Gaza (environ 2,2 millions), le premier fait qui saute aux yeux dans les données de l'IPC est le nombre de personnes confrontées à un état de catastrophe / famine dans chaque cas. Ce nombre dans la bande de Gaza (641 000) est supérieur à celui du Soudan (637 000). Quant au nombre de personnes confrontées à l'état d'urgence au Soudan (8 100 000), il n'est qu'un peu plus de sept fois supérieur à celui de Gaza (1 140 000). Dans l'ensemble, les données de l'IPC indiquent que l'ensemble de la population de la bande de Gaza et près de la moitié de la population soudanaise souffrent d'insécurité alimentaire, ce qui nécessite une action urgente pour empêcher leur état de s'aggraver.

Étant donné que l'attention du monde est braquée sur Gaza bien plus que sur ce qui se passe au Soudan, et vu que tout le monde sait que la famine dans la bande de Gaza n'est pas un phénomène naturel ni le résultat d'un manque d'aide humanitaire, mais que cette aide est disponible aux portes de Gaza en quantités suffisantes pour y empêcher la propagation de la faim si ces portes étaient ouvertes, la première conclusion qui découle des chiffres ci-dessus est que la famine à Gaza est le résultat d'une tentative délibérée d'étouffer sa population. Cela fait partie de la guerre génocidaire que l'État israélien mène contre eux, dans le but d'en tuer un grand nombre et de forcer la plupart des autres à émigrer.

La deuxième leçon des données susmentionnées est que la conscience aiguë qu'a le monde de ce qui se passe dans la bande de Gaza augmente considérablement la responsabilité des pays qui sont capables d'exercer une pression efficace sur l'État sioniste. Outre le rôle primordial joué par les États-Unis à cet égard, ces pays comprennent l'Union européenne et la plupart des États occidentaux, mais aussi la Russie et la Chine.

Soit ces États sont complices du génocide, soit ils ne sont pas suffisamment concernés pour prendre des mesures effectives pour l'arrêter (ou alors ils sont occupés à mener leur propre guerre d'agression, comme la Russie l'est en Ukraine). Le fait est que tous les pays en question ont des liens économiques, militaires et politiques multiformes avec Israël, qui ont jusqu'à présent prévalu sur la nécessité d'arrêter le génocide.

La troisième leçon est l'indifférence répugnante du monde à ce qui se passe au Soudan. Il s'agit de la crise humanitaire la plus grave de notre monde contemporain, les chiffres terrifiants de l'insécurité alimentaire étant aggravés par le déplacement d'environ quinze millions de personnes à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières du pays.

Alors que l'horreur de la guerre génocidaire menée par Israël à Gaza est visible sur les écrans du monde entier tous les jours, voire toutes les heures, l'horreur de ce qui se passe au Soudan – qu'il s'agisse de la guerre criminelle dans laquelle les deux factions militaires soudanaises se battent aux dépens de la population, ou du génocide que les Forces de soutien rapide ont recommencé à perpétrer au Darfour – est presque complètement ignorée par les médias occidentaux, hormis des rapport isolés et occasionnels.

Cette disparité d'attention nous rappelle, une fois de plus, ce que Mahmoud Darwish avait dit à la poétesse israélienne Helit Yeshurun lors d'un entretien qu'elle réalisa avec lui en 1996 : « *Savez-vous pourquoi nous sommes célèbres, nous autres Palestiniens ? Parce que vous êtes notre ennemi. L'intérêt pour la question palestinienne a découlé de l'intérêt porté à la question juive. Oui. C'est à vous qu'on s'intéresse, pas à moi ! [...] L'intérêt international pour la question palestinienne n'est qu'un reflet de l'intérêt pour la question juive* » (voir « [Rafah et El Fasher : guerre génocidaire et devoir de solidarité](#) », *Al-Quds al-Arabi*, 14 mai 2024).

La raison de ce dernier intérêt se trouve être la même que celle invoquée par les dirigeants occidentaux pour justifier leur inaction face au génocide de l'État sioniste à Gaza (il suffit de comparer cette inaction avec les efforts intensifs qu'ils déploient face à la guerre de la Russie contre l'Ukraine).

En somme, les peuples des pays pauvres du Sud mondial ne sont rien de plus que des humains de deuxième ou de troisième classe dans le système d'apartheid généralisé qui prévaut à l'échelle du monde.

Traduit de ma chronique hebdomadaire dans le quotidien de langue arabe, [Al-Quds al-Arabi](#), basé à Londres. Cet article est d'abord paru en ligne le 26 août. Vous pouvez librement le reproduire en indiquant la source avec le lien correspondant.

https://www.franceinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/enquete-comment-le-renseignement-israelien-collecte-des-elements-a-charge-contre-les-journalistes-de-gaza-supposes-etre-affilies-au-hamas_5445481.html

Comment le renseignement israélien collecte des éléments à charge contre les journalistes de Gaza supposés être affiliés au Hamas

[Stéphane Pair, Cellule investigation de Radio France](#) - Publié le 25/08/2025

Révélée par le média d'investigation "+972", une unité secrète du renseignement militaire israélien dite "cellule de légitimation" est chargée d'enquêter sur les journalistes palestiniens pour dévoiler leurs présumées connexions avec le Hamas.

Depuis le 7 octobre 2023, une unité secrète de renseignement baptisée "cellule de légitimation" récolte sur le terrain tous les éléments possibles pour incriminer les journalistes locaux à [Gaza](#) prétendument liés au Hamas. Mais aussi trouver les moyens de discréditer leur travail, considéré par les forces de défense israéliennes (IDF) comme de la propagande au service de l'ennemi.

Sans confirmer son nom de code, une source militaire de l'IDF reconnaît qu'au cours des deux dernières années, "plusieurs équipes de recherche ont été mises en place au sein de la Direction du

renseignement dans le but de dénoncer les mensonges de l'organisation terroriste Hamas, notamment en identifiant les agents du Hamas qui relaient la propagande de l'organisation sur divers réseaux de diffusion et en discréditant leur crédibilité en tant que journalistes qui prétendent rendre compte de la guerre dans la bande de Gaza de manière précise et fiable, sans affiliation organisationnelle".

Contacté par la cellule investigation de Radio France, l'armée israélienne ne dément pas l'existence de la "cellule de légitimation".

185 journalistes tués à Gaza

Le [magazine indépendant israélien +972\(Nouvelle fenêtre\)](#) a révélé, le 14 août, l'existence de cette cellule au service de la guerre informationnelle menée par Israël en parallèle du terrain militaire. La plupart des éléments matériels (photos, captures d'écran partielles de documents, possiblement des écoutes) et du narratif des porte-parole de l'armée israélienne visant ces journalistes palestiniens proviennent de cette unité, selon le rédacteur en chef de +972, Méron Rapoport.

"La fonction de cette 'cellule de légitimation' est de chercher des informations pour criminaliser des journalistes locaux à Gaza et délégitimer leur travail en les qualifiant de terroristes, dit-il. Les porte-parole de l'armée présentent des informations et des documents prétendument saisis au Hamas, où figurent parfois l'identité de certains journalistes. La source de ces informations, ce sont notamment des documents originaux que l'armée israélienne a saisis lors de son offensive dans les tunnels du Hamas à Gaza. La majorité des médias israéliens reprennent ces accusations sans trop questionner leur véracité."

Fin juillet, Avichay Adraee, porte-parole de l'armée israélienne en langue arabe, mettait en cause dans une [série de séquences vidéo\(Nouvelle fenêtre\)](#) le jeune journaliste vedette de la chaîne Al-Jazeera à Gaza, Anas Al-Sharif, après une série de reportages sur la situation humanitaire jugés mensongers par l'IDF. Dans ces séquences vidéo, le militaire affirmait, photos et captures d'écran de documents comptables à l'appui, qu'Anas Al-Sharif a appartenu aux brigades Al-Qassam, la branche armée du Hamas, de 2013 à 2017, et en restait un membre actif.

Selon le magazine +972, qui s'appuie sur trois sources différentes au sein du renseignement israélien, ces documents ont précisément été produits par la "cellule de légitimation" afin de renforcer le narratif de l'armée contre ce journaliste palestinien désigné dans l'une de ces vidéos comme un auxiliaire de la "fausse propagande du Hamas au sujet de la famine à Gaza". Quinze jours après ces vidéos, le journaliste d'Al-Jazeera est tué sous une tente avec trois autres collègues près de la ville de Gaza, lors d'une frappe aérienne que l'armée israélienne a assumée.

Contrairement à Anas Al-Sharif, aucune accusation n'a été formulée contre les trois autres journalistes ni avant, ni après ce raid. Contactée au Qatar par la cellule investigation de Radio France, l'un des chefs du [service international de la chaîne\(Nouvelle fenêtre\)](#), qui ne souhaite pas être cité, dit ne pas accepter de contre-argumenter les documents et accusations produits par l'IDF. *"Al-Jazeera existe depuis près de 30 ans, souligne-t-il, pensez-vous sérieusement que nous mettrions un terroriste tous les jours en direct sur notre antenne ?"* À ce jour, huit journalistes travaillant pour la chaîne qatarie ont perdu la vie à Gaza selon le décompte du CPJ (Comité pour la protection des journalistes).

Si le premier objectif de cette "cellule de légitimation" semble être de renforcer la *Hasbara*, la stratégie de communication et de réputation de l'armée israélienne, l'affaire Anas Al-Sharif pose des questions brûlantes sur le rôle opérationnel de cette unité. Son travail a-t-il pu servir à cibler les journalistes palestiniens sur le terrain ? Interrogé sur ce point par la cellule investigation de Radio France, l'IDF répond que *"ces équipes ne participent pas à la désignation des cibles à frapper, qui est effectuée dans le cadre d'un processus opérationnel distinct et ordonné, sans aucun rapport avec leur activité"*. En 2024, l'organisation Forbidden Stories, qui réunit des journalistes du monde entier, a enquêté sur le ciblage des journalistes palestiniens par l'armée israélienne [à travers le "Gaza Project"\(Nouvelle fenêtre\)](#).

Pour Laurent Richard, directeur exécutif de Forbidden Stories, ce type d'unité du renseignement israélien vise bien à légitimer des opérations contre des journalistes. *"On a vu les autorités israéliennes procéder de la sorte des dizaines de fois déjà, explique-t-il. Dans un premier temps, ça consiste à lancer des rumeurs, des infos par des sites qui sont très proches du gouvernement et qui*

vont expliquer que tel ou tel journaliste est en réalité un terroriste. Et quelques semaines ou mois plus tard, le journaliste se retrouve ciblé par un drone. Il sera blessé ou tué."

L'accusation selon laquelle tous les journalistes arabes présents à Gaza sont des soutiens, voire des militants armés du Hamas a récemment fait le tour des réseaux sociaux en France.

Portée principalement par l'intellectuel Raphaël Enthoven, cette affirmation est réfutée par toutes les organisations de journalistes interrogées par la cellule investigation de Radio France, dont l'ONG française [Reporters sans Frontières\(Nouvelle fenêtre\)](#) ou le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) basé à New York. Le CPJ, qui investigue depuis 1992 [selon une méthodologie rodée\(Nouvelle fenêtre\)](#) tous les cas de journalistes blessés ou morts à travers le monde, dénombre [185 journalistes professionnels tués\(Nouvelle fenêtre\)](#) dans l'exercice de leur métier à Gaza depuis le 7 octobre 2023. À titre de comparaison, en trois ans et demi de conflit entre la Russie et l'Ukraine, seuls 18 journalistes sont morts de part et d'autre, précise le CPJ.

Depuis bientôt 23 mois, l'enclave palestinienne reste totalement interdite aux journalistes étrangers par le gouvernement israélien. À l'exception de très rares reportages dits "embedded" ("embarqués"), où des journalistes sont intégrés quelques heures aux forces armées israéliennes pour des visites guidées (unité du porte-parole de Tsahal, entrées de tunnels, caches d'armes, points de passage des camions), mais sans liberté de mouvement. *"C'est l'une des rares fois dans l'histoire moderne qu'un conflit de cette ampleur ne peut pas être couvert et raconté par des journalistes qui veulent s'y rendre,* analyse Laurent Richard, de Forbidden Stories. *Qu'un pays refuse l'accès à des journalistes étrangers à une zone de guerre, c'est un immense problème démocratique d'accès à l'information."*

https://www-jornada-com-mx.translate.goog/noticia/2025/08/23/opinion/hasbara-y-genocidio?_x_tr_sl=es&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sc

Hasbara et génocide

[Claudio Albertani*](#) - 23 août 2025 00:03

Hasbara est un mot hébreu qui signifie explication ou clarification. En pratique, il désigne une stratégie agressive de propagande, de tromperie et de désinformation déployée par l'État juif et ses mandataires pour justifier les exactions et les crimes contre l'humanité qu'ils commettent contre la population palestinienne. Ce phénomène n'est pas récent. Le slogan à succès « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » révèle que la volonté de déshumaniser les Palestiniens est à l'origine même du sionisme.

Au début du XXe siècle, la Palestine comptait environ 600 000 habitants, dont 87 % d'Arabes musulmans, 10 % d'Arabes chrétiens et seulement 3 % de Juifs autochtones. À cette époque, Jérusalem, Gaza, Haïfa et Hébron étaient des villes prospères et en pleine expansion démographique. Les Palestiniens possédaient une histoire et des traditions culturelles riches : littérature, cuisine, théâtre, danse, musique, ainsi qu'un artisanat comme la bijouterie en argent, la céramique, le textile et la sculpture sur bois.

Une autre imposture est le prétendu droit des Juifs à « retourner en Palestine », terre d'où ils auraient été expulsés par les Romains au début de l'ère chrétienne. Admettant, sans l'admettre, qu'une telle expulsion a eu lieu, les Juifs ashkénazes arrivés d'Europe de l'Est au siècle dernier sont les descendants d'un peuple de nomades des steppes, les Khazars, convertis au judaïsme au Moyen Âge et sans lien avec les Juifs bibliques. Autre supercherie : les colons sionistes auraient transformé des terres arides et abandonnées en terres fertiles.

Connue pour ses oliviers, ses dattiers et ses figuiers, la Palestine produisait depuis des temps immémoriaux du blé, de l'orge et du raisin en abondance. Après la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'humanité apprit le génocide nazi contre les Juifs, les sionistes proclamèrent la création de l'État d'Israël avec l'approbation de l'ONU et des deux puissances victorieuses : les États-Unis et l'Union soviétique. Cet État fut dès le départ un État suprémaciste, car, selon les plans de ses fondateurs – parmi lesquels les « gauchistes » David Ben Gourion et Golda Meir

– la population non juive ne devait pas dépasser 20 %. En conséquence, des dizaines de milliers de Palestiniens furent tués et 750 000 d'entre eux s'enfuirent, devenant des réfugiés. Ce fut la première nakba, ou catastrophe, le nettoyage ethnique de la Palestine, mais une grande partie du monde croyait que justice était rendue aux Juifs européens ayant survécu aux camps d'extermination.

Comment rendre justice à un peuple en opprimant un autre ? Après la guerre des Six Jours (1967), Elie Wiesel (prix Nobel de la paix en 1986) et d'autres sionistes ont décrété le caractère historique unique de l'Holocauste, en raison de son caractère systématique et industrialisé et de l'intention d'anéantir complètement un groupe humain, les Juifs, à partir d'une idéologie de haine raciale. C'est une demi-vérité. Dans son livre *La violence nazie. Une généalogie européenne*, Enzo Traverso a montré que l'holocauste juif n'est pas unique, car l'histoire du colonialisme est saturée de guerres d'extermination contre de nombreux peuples en Afrique, en Asie et en Amérique, toujours justifiées par la nécessité d'éliminer les « races inférieures ».

Aujourd'hui, Israël se présente comme la victime innocente de l'antisémitisme et du terrorisme ; cependant, la liste des crimes qu'il a commis contre les Palestiniens est si longue que nous risquons de perdre notre capacité d'indignation. Ses forces de défense mal nommées – ou FDI, « l'armée la plus morale du monde » – ont massacré en toute impunité des dizaines de milliers de femmes et d'enfants et ont systématiquement violé toutes les lois de la guerre.

Dernièrement, elles se sont déshonorées en tirant sur des Gazaouis sans défense qui s'approchaient des points de distribution de nourriture gérés par une Fondation humanitaire de Gaza orwellienne, financée par les États-Unis et Israël.

À l'heure actuelle, l'État juif mène la deuxième nakba, un génocide à grande échelle que nous observons impuissants en temps réel. Ses auteurs ne le cachent pas, ils s'en vantent et qualifient les Palestiniens d'animaux humains. Les images atroces d'enfants gazaouis réduits à l'état de squelettes évoquent Auschwitz, et le projet de déporter les Palestiniens vers l'Afrique ressemble comme deux gouttes d'eau à la tentative ratée des nazis en 1941 de relocaliser la population juive à Madagascar.

D'autre part, les campagnes militaires contre l'Iran, le Liban et la Syrie doivent beaucoup à la doctrine du Lebensraum (espace vital) hitlérienne. La vérité est que, contre l'avis de l'armée elle-même, le cabinet de sécurité israélien a approuvé la solution finale : le plan de Netanyahu visant à occuper intégralement Gaza, territoire qu'il contrôle déjà à 85 %. La prochaine cible est la Cisjordanie. Dans ces conditions, la tâche de la hasbara est de plus en plus compliquée. Plusieurs services gouvernementaux israéliens travaillent à plein temps pour « expliquer » le génocide. Le ministère des Affaires étrangères offre des bourses et des subventions aux universités, aux centres de recherche, aux ONG et aux entreprises de communication et de lobbying. Les ministères de la Culture et des Sports et de l'Éducation organisent des événements culturels et artistiques qui sentent la propagande à plein nez.

Ils sont très actifs sur les réseaux sociaux. Ils modifient les algorithmes, corrompent les journalistes et s'immiscent dans la vie des institutions étrangères. Citons par exemple le programme « Héros pour la vie », grâce auquel des soldats israéliens libérés du service actif ont propagé le message du sionisme dans les écoles publiques d'Asie et d'Amérique latine, y compris au Mexique.

Et ensuite ? Tant que les États-Unis le toléreront, Israël approfondira sa politique génocidaire, et seule la résistance palestinienne, alliée à la solidarité internationale, pourra la contrer. Notre tâche est d'exiger la rupture des relations diplomatiques, universitaires, militaires et économiques avec l'État sioniste, comme le demande le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions). Malgré cette perspective terrifiante, il existe un domaine dans lequel la hasbara a déjà perdu.

En Israël et dans les territoires occupés, on compte 7,5 millions de Juifs, contre autant de

Palestiniens. Malgré leur détermination et leur dynamisme, les sionistes ne parviendront pas à tous les exterminer ni à les expulser. Au XXIe siècle, un État ethnoreligieux qui dévore tout sur son passage est une bombe à retardement pour l'humanité.

*historien italien

<https://www.msn.com/it-it/notizie/mondo/il-consiglio-delle-guide-religiose-coreis-a-sostegno-dell-appello-di-80-rabbini-per-gaza/ar-AA1L4bmR?ocid=hpmnsn&cvid=a8a9feed7b764eef962ef11515f67e99&ei=16>

80 rabbins lancent un appel pour Gaza. Soutien du Conseil des chefs religieux du COREIS

Publié le 22 août 2025

Ce matin, vendredi 22 août, les membres du Conseil des guides religieux du COREIS ont reçu le texte d'un appel rédigé par plusieurs rabbins orthodoxes internationaux, rappelant avec courage et cohérence la crise humanitaire à Gaza. Nous soutenons ce devoir commun de témoigner de la clarté morale des chefs religieux, proposé par plusieurs maîtres du judaïsme contemporain. Parmi eux, nous adressons un salut fraternel à nos amis les rabbins Melchior, Rosen et Schudrich, compagnons historiques du dialogue entre juifs et musulmans en Europe et dans le monde.

La coïncidence d'aujourd'hui avec l'invitation du pape Léon XIV à la prière et au jeûne pour le désarmement des conflits et pour la paix, à laquelle s'est également ralliée la Conférence épiscopale italienne, nous rassemble, nous aussi musulmans italiens, dans la responsabilité de chaque ministre du culte en tant qu'interprète authentique de la Parole de Dieu au service de la bénédiction du principe commun d'une « image divine » pour « pratiquer la droiture et la justice », soutenue par la charité envers les affligés et une claire dissociation des criminels. Aujourd'hui, dans notre sermon du vendredi dans les mosquées d'Italie, nous prions pour la survie des familles palestiniennes à Jérusalem et à Gaza et pour la libération inconditionnelle des otages israéliens, tandis que nous demandons aux politiciens de désarmer les terroristes sans jamais exterminer militairement la dignité et la vie d'aucun peuple.

Imam Yahya Pallavicini, imam Abd al-Basit Ouro, imam Ahmad Tabakovic, imam Mamadou Penda Thiam, imam Mokhtar Diop, Sajjad Hussein Shah et Tanveer Asghar (association Muhammadiyah), imam Md Zahirul Haque, imam Abd al-Wadoud Gouraud, imam Hamid Abd al-Qadir Distefano, imam Mustafa Abd al-Adil Rome, l'imam Mikail Mocci, Karima Dispoto, IlhamAllah Ferrero, Halima Rubbo

Un appel à la clarté morale, à la responsabilité et à une réponse juive orthodoxe à la crise humanitaire à Gaza

(*De Jérusalem, traduction italienne par Asianews*) La crise humanitaire qui se déroule à Gaza est l'une des plus graves de l'histoire récente. Bien qu'elle ait commencé avec l'horrible attaque terroriste du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 – un acte brutal qui a déclenché à juste titre une forte réponse militaire et des demandes de libération des otages –, cela n'exonère pas le gouvernement israélien de sa part de responsabilité dans les profondes souffrances de la population civile de Gaza.

Les actions du Hamas ont démontré à maintes reprises un mépris flagrant pour la vie des personnes qu'il prétend représenter, utilisant les civils comme boucliers humains et rejetant les propositions de cessez-le-feu. Cependant, la campagne militaire prolongée d'Israël, qui dure depuis près de deux ans, a dévasté Gaza. Le bilan des victimes s'alourdit, entraînant des pertes humaines importantes, et les restrictions imposées par Israël à l'aide humanitaire, bloquant parfois complètement l'entrée de nourriture et de fournitures médicales, font planer le spectre d'une famine imminente. Nous affirmons que les péchés et les crimes du Hamas ne dispensent pas le gouvernement israélien de son obligation de tout mettre en œuvre pour prévenir une

famine massive.

Pendant des mois, Israël a bloqué les convois humanitaires, partant du principe erroné que l'aggravation des souffrances entraînerait la capitulation du Hamas. Il en a résulté un désespoir croissant. La colère justifiée envers le Hamas a été dangereusement amplifiée par certains extrémistes, se transformant en suspicion généralisée envers l'ensemble de la population de Gaza, y compris les enfants, qualifiés de futurs terroristes. Pendant ce temps, à Yehuda et Shomron, les violences des colons extrémistes ont causé la mort de civils et constraint des villageois palestiniens à abandonner leurs maisons, déstabilisant davantage la région.

Au milieu de cette dévastation, l'absence de vision claire de l'après-guerre du Premier ministre Netanyahu a permis aux voix les plus extrêmes du gouvernement israélien, y compris les ministres de la communauté sioniste religieuse, de combler le vide avec des propositions inquiétantes.

Il s'agit notamment de l'exil forcé « volontaire » des Palestiniens de Gaza et du sacrifice des otages israéliens restants, dans la poursuite d'une insaisissable « victoire totale ».

Ce moment appelle une voix différente, fondée sur nos valeurs juives les plus profondes et éclairée par notre histoire traumatisante de persécution.

Les juifs orthodoxes, parmi les plus fervents défenseurs d'Israël, ont une responsabilité morale unique. Nous devons affirmer que la vision juive de justice et de compassion s'étend à tous les êtres humains. Notre tradition enseigne que chaque personne est créée b'tzelem Elokim, à l'image divine. Nous sommes les descendants spirituels d'Abraham, choisis pour suivre la voie de Hachem, « pour pratiquer la justice et l'équité » (Genèse 18:19). Laisser mourir de faim un peuple entier est en contradiction flagrante avec cet enseignement.

Alors que nous méditons sur Tisha BeAv, les paroles de nos prophètes résonnent avec une urgence renouvelée. La Haftara de Chabbat Hazon nous le rappelle : « Sion sera rachetée par la justice, et ceux qui y reviennent par la droiture » (Isaïe 1:27). Et au matin de Tisha BeAv, la voix du prophète Jérémie résonne dans nos prières : « Que les sages ne se vantent pas de leur sagesse... mais qu'ils comprennent et me connaissent, que je suis l'Éternel, qui exerce la bonté, le droit et l'équité sur la terre ; car c'est à cela que je prends plaisir » (Jérémie 9:23). Ce ne sont pas de simples phrases poétiques. Elles constituent le fondement de notre impératif éthique : exiger des politiques respectueuses de la dignité humaine, fournir une aide humanitaire partout où cela est possible et dénoncer ouvertement les actions de notre gouvernement qui contredisent les préceptes moraux de la Torah, aussi pénibles soient-elles à accepter.

L'avenir d'Israël ne dépend pas seulement de sa puissance militaire, mais aussi de sa clarté morale. Élevons nos voix pour la justice, la droiture et la paix pour tous les peuples, même et surtout dans les moments les plus difficiles.

Liste des signataires :

- Rabbi Yosef Blau
- Rabbin David Bigman
- Grand Rabbin Michael Schudrich
- Grand Rabbin Michael Melchior
- Grand Rabbin Jair Melchior
- Rabbi Joav Melchior
- Grand Rabbin David Rosen (ancien CR)
- Rabbin Dr. Shmuly Yanklowitz
- Rabbin Dr. Yitz Greenberg
- Rabbin Hyim Shafner
- Rabbin Daniel Landes
- Rabbin Herzl Heftor
- Rabbin Shua Mermelstein
- Rabbin Yoni Zolty
- Rabbanit Mindy Schwartz Zolty

- Rabbin Frederick L. Klein
- Rabbi Yosef Kanefsky
- Rabbin Michael Whitman
- Rabbin Dr. Jeremiah Unterman
- Rabbin Barry Dolinger
- Rabbin David Silber
- Rabbin Yonatan Neril
- Rabbin Ysoscher Katz
- Rabbin Isaac Landes
- Rabbin David Polsky
- Rabbi Baruch Plotkin
- Rabbin Mikey Stein
- Rabbin Elliot Kaplowitz
- Rabbin Ariel Goldberg
- Rabbin Ben Birkeland
- Rabbin Ralph Genende
- Le rabbin David Glicksman
- Rabbin Dr Donniel Hartman
- Rabbin Dr. Martin Lockshin
- Rabbin Dr. Pinchas Giller
- Rabbin Avidan Freedman
- Rabbin Daniel Raphael Silverstein
- Rabbin Dr Shalom Schlagman
- Rabbin Dr Daniel Ross Goodman
- Rabbin Aaron Levy
- Rabbi Chaim Seidler-Feller
- Rabbin Dr Mel Gottlieb
- Rabbin Dr Joshua Feigelson
- Rabbin Jonah Winer
- Rabbin Dr. Michael Chernick
- Rabbin Dr Eugène Korn
- Rabbin Hanan Schlesinger
- Rabbin Elhanan Miller
- Rabbin Joel Hecker
- Rabbin Michael Gordan
- R. Sofia Freudenstein
- Rabbin David Levin-Kruss
- Rabbanit Myriam Ackermann-Sommer
- Rabba Ramie Smith
- R. Shayna Abramson
- Rabbin Zachary Truboff
- Rabbin David A. Schwartz
- Rabbin David Jaffe
- Le rabbin Steve Greenberg
- Rabbi Gabriel Kretzmer Seed
- Rabbanit Rachel Keren
- Rabbin Benjamin Vineburg
- Rabba Dr. Lindsey Taylor-Guthartz
- Rabbanit Leah Sarna
- Rabbin Dr Wendy Zierler
- Rabbanit Sarah Segal-Katz
- Rabbi Shimon Brand
- Rabba Mélissa Scholten-Gutierrez
- R. Emily Goldberg Winer
- R. Dr. Erin Leib Smokler
- Rabba Adina Roth
- R. Dr. Meesh Hammer-Kossoy
- Le rabbin Drew Kaplan
- Rabbin Dina Najman
- Rabbin Émile Ackermann

- Rabbin Daniel Geretz
- Rabbanit Sarah Segal-Katz
- Rabbanit Tali Schaum Broder
- Rabbin Max Davis
- Le rabbin Tyson Herberger
- Rabba Aliza Libman Baronofsky

https://www.mediapart.fr/journal/international/220825/l-onu-affirme-qu-une-famine-est-en-cours-gaza-israel-dement-et-menace-de-raser-la-ville?M_BT=15933356616&utm_campaign=HEBDO&utm_content=&utm_medium=email&utm_source=hebdo-20250823-105759&utm_term=&xtr=EREC-83-%5BHEBDO%5D-hebdo-20250823-105759

L'ONU affirme qu'une famine est en cours à Gaza, Israël dément et menace de raser la ville

« Cette famine va et doit nous hanter tous », déclare le responsable de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies. L'ONU « vient de publier un rapport fabriqué “sur-mesure” pour la fausse campagne du Hamas », répond le ministère des affaires étrangères israélien.

La rédaction de Mediapart et Agence France-Presse - 22 août 2025 à 12h35

Après des mois de mise en garde contre une famine dans le territoire ravagé par la guerre, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), organisme de l'ONU basé à Rome, a confirmé qu'une famine était en cours dans le gouvernorat de Gaza (Gaza-ville) et qu'elle devrait s'étendre au sud aux gouvernorats de Deir al-Balah et Khan Younès d'ici à la fin de septembre (lire ici un aperçu du rapport publié par l'IPC).

La famine à Gaza « aurait pu être évitée » sans « *l'obstruction systématique d'Israël* », a accusé à Genève le responsable de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, Tom Fletcher. « *Cette famine va et doit nous hanter tous* », a-t-il martelé.

« *Affamer des gens à des fins militaires est un crime de guerre* », a pour sa part rappelé le haut-commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, Volker Türk.

« *Nous ne pouvons pas laisser cette situation perdurer en toute impunité* », a de son côté déclaré pour sa part le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, appelant à un « *cessez-le-feu immédiat, la libération immédiate de tous les otages et un accès humanitaire total* ».

Dans un communiqué conjoint, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclarent qu'un « *cessez-le-feu immédiat et la fin du conflit sont essentiels pour permettre une intervention humanitaire à grande échelle et sans entrave, afin de sauver des vies* ».

« *Depuis juillet, les livraisons de nourriture et d'aide humanitaire à Gaza ont légèrement augmenté, mais elles restent largement insuffisantes, irrégulières et inaccessibles par rapport aux besoins* », rappellent les agences.

« *Il n'y a pas de famine à Gaza* », a immédiatement réagi Israël, dépeignant cette étude comme partielle et reposant « *sur les mensonges du Hamas* ».

L'IPC « *vient de publier un rapport fabriqué “sur-mesure” pour la fausse campagne du Hamas* », écrit le ministère israélien des affaires étrangères dans un communiqué.

Accusant l'IPC de s'être « *détourné de ses propres règles et [d'avoir] ignoré ses propres critères* », le communiqué ajoute que « *l'ensemble du [rapport] est fondé sur les mensonges du Hamas blanchis par des organisations ayant des intérêts particuliers* ». « *Ces dernières semaines, la bande de Gaza a été inondée par un afflux massif d'aide en denrées de base ayant provoqué une forte baisse des prix alimentaires* », ajoute le communiqué.

Selon le ministère, « *chaque prévision faite par l'IPC sur Gaza pendant la guerre [en cours depuis près de deux ans entre Israël et le Hamas] s'est révélée infondée et totalement*

fausse ». « Cette évaluation aussi sera jetée à la poubelle des immondices des documents politiques méprisables », conclut-il.

Le Cogat, organisme du ministère israélien de la défense supervisant les affaires civiles dans les Territoires palestiniens occupés a lui aussi dénoncé le rapport IPC comme étant « *mensonger et partial* ». Dans un communiqué, le Cogat « *rejette fermement l'affirmation de famine dans la bande de Gaza, et en particulier à Gaza-ville* ».

« *Les rapports et évaluations [...] de l'IPC [...] ne reflètent pas la réalité sur le terrain* », affirme le texte, ajoutant que le rapport publié vendredi ne tient pas compte des efforts déployés ces dernières semaines pour « *stabiliser la situation humanitaire dans la bande de Gaza* », ni des informations que le Cogat a transmises à ses auteurs.

Gamelles vides

Le chef de la diplomatie britannique David Lammy a en revanche jugé que l'état de famine à Gaza, déclaré vendredi par l'ONU, constituait un « *scandale moral* », estimant que celle-ci était « *totalemen t évitable* ». « *Le refus du gouvernement israélien de laisser entrer une aide suffisante à Gaza a provoqué cette catastrophe d'origine humaine. C'est un scandale moral* », a déclaré le ministre des affaires étrangères dans un communiqué.

« *Le gouvernement israélien peut et doit agir immédiatement pour empêcher la situation de se détériorer davantage* », en permettant « *l'acheminement sans entraves* » de nourritures, de carburant ou de médicaments, a déclaré David Lammy. Il « *doit autoriser l'ONU et les ONG internationales à mener leurs travaux humanitaires vitaux sans obstruction* », a-t-il ajouté, réitérant son appel à un cessez-le-feu immédiat.

Chaque jour des journalistes de l'AFP dans la bande de Gaza assistent à des distributions alimentaires où des foules de Palestiniens de tous âges se ruent en criant, pleurant, suppliant qu'on leur remplisse des gamelles ou casseroles vides tendues avec l'énergie du désespoir vers des cantines de campagne.

Tout en disant vouloir négocier un accord de cessez-le-feu et de libération des otages à Gaza, Israël, qui contrôle aujourd'hui environ 75 % du territoire palestinien, intensifie sa pression militaire. Le gouvernement a ainsi approuvé cette semaine un plan d'assaut contre Gaza-ville, la plus grande du territoire, et annoncé le rappel de 60 000 réservistes supplémentaires.

Le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha) a averti que le projet israélien d'étendre les opérations militaires à Gaza aurait des conséquences terribles pour les 2,4 millions de Palestiniens de Gaza, déjà à bout.

Israël menace de détruire Gaza

Vendredi matin, Israël a menacé de détruire la ville de Gaza si le Hamas n'acceptait pas la paix à ses conditions, au lendemain du feu vert donné par le premier ministre Benyamin Nétanyahou à des négociations visant à libérer tous les otages restants à Gaza.

« *Bientôt, les portes de l'enfer s'ouvriront sur les meurtriers et les violeurs du Hamas à Gaza, jusqu'à ce qu'ils acceptent les conditions posées par Israël pour mettre fin à la guerre, principalement la libération de tous les otages et le désarmement* » du mouvement islamiste palestinien, a écrit le ministre israélien de la défense, Israël Katz, sur X.

« *S'ils n'acceptent pas, Gaza, la capitale du Hamas, deviendra Rafah ou Beit Hanoun* », a-t-il ajouté, faisant référence à deux villes de la bande de Gaza largement rasées par Israël dans la guerre qui l'oppose au Hamas depuis bientôt deux ans.

Le Hamas, dont l'attaque sans précédent en Israël le 7 octobre 2023 a déclenché la guerre, a donné lundi son accord à un projet d'accord prévoyant, selon des sources palestiniennes, une trêve de soixante jours durant laquelle les otages toujours captifs à Gaza (au nombre de 49, dont 27 déclarés morts par l'armée israélienne) seraient relâchés en deux temps en échange de la libération de centaines de prisonniers palestiniens.

L'attaque du 7-Octobre a entraîné la mort de 1 219 personnes côté israélien, en majorité des civils, selon un décompte de l'AFP établi à partir de données officielles.

La campagne de représailles militaires israéliennes dans la bande de Gaza a fait au moins 62 192 morts, en majorité des civils, selon le ministère de la santé du gouvernement du Hamas pour Gaza. Le ministère, dont les chiffres sont jugés fiables par l'ONU, ne précise pas le nombre de combattants tués.

La rédaction de Mediapart et Agence France-Presse

<https://www.mediapart.fr/journal/international/220825/l-offensive-gaza-fait-au-moins-83-de-morts-civils-selon-les-chiffres-de-l-armee-israelienne>

L'offensive à Gaza a fait au moins 83 % de morts civils, selon les chiffres de l'armée israélienne

Selon des données militaires obtenues par le quotidien britannique « *The Guardian* », le média israélien Local Call et notre partenaire +972 Magazine, Israël recensait, en mai, la mort de 8 900 membres du Hamas ou du Jihad islamique. On comptait alors 53 000 victimes au total.

Yuval Abraham (+972 Magazine) - 22 août 2025 à 18h06

Les chiffres issus d'une base de données interne des services de renseignement israéliens indiquent qu'au moins 83 % des Palestiniens tués dans l'offensive israélienne sur Gaza étaient des civil·es, selon une enquête menée par le magazine +972, Local Call et *The Guardian*.

Les chiffres obtenus à partir de cette base de données classifiée, qui recense les morts de militants du Hamas et du Jihad islamique palestinien (JIP), contredisent largement les déclarations publiques de l'armée israélienne et des responsables gouvernementaux tout au long de la guerre, qui ont généralement affirmé que le ratio entre civil·es et militants tué·es était de un pour un ou de deux pour un.

Au contraire, les données classifiées corroborent les conclusions de plusieurs études suggérant que les bombardements israéliens sur Gaza ont tué des civil·es à un rythme sans précédent dans l'histoire moderne.

L'armée israélienne a confirmé l'existence de cette base de données, gérée par la Direction du renseignement militaire (connue sous l'acronyme hébreu « Aman »). Plusieurs sources proches des services de renseignement et familières avec cette base de données ont déclaré que l'armée la considérait comme la seule source fiable pour le décompte des victimes parmi les militants. Selon l'une d'entre elles, « *il n'y a aucun autre endroit où vérifier* ».

La base de données comprend une liste de 47 653 noms de Palestiniens de Gaza que l'Aman considère comme actifs dans les branches militaires du Hamas et du JIP. Selon les mêmes sources, cette liste est basée sur les documents internes de ces deux groupes, obtenus par l'armée (ce que +972, Local Call et *The Guardian* n'ont pas pu vérifier).

La base de données désigne 34 973 de ces noms comme étant ceux de membres du Hamas et 12 702 comme membres du Jihad islamique (un petit nombre sont répertoriés comme actifs dans les deux groupes, mais ceux-ci ne sont comptés qu'une seule fois dans le total général). Selon les données obtenues en mai, l'armée israélienne estimait avoir tué environ 8 900 d'entre eux depuis le 7 octobre 2023, dont 7 330 considérés comme morts avec certitude et 1 570 enregistrés comme « probablement morts ». La grande majorité étaient des membres subalternes, l'armée pensant avoir tué entre 100 et 300 membres haut placés du Hamas sur un total de 750 noms répertoriés dans la base de données.

Un ratio hors norme

Une source proche de la base de données a expliqué que des éléments de renseignement spécifiques étaient joints au nom de chaque personne figurant sur la liste que l'armée était certaine d'avoir tuée. +972, Local Call et *The Guardian* ont obtenu les données chiffrées de la base de données, sans les noms ni les rapports de renseignement supplémentaires.

Le bilan global publié quotidiennement par le ministère de la santé de Gaza (dont Local Call a

révélé l'an dernier qu'il était jugé fiable par l'armée israélienne elle-même) ne fait pas la distinction entre civil·es et militants. Mais en comparant les chiffres des victimes militantes obtenus à partir de la base de données interne de l'armée israélienne en mai et en les alignant sur le bilan total du ministère de la santé, il est possible de calculer un ratio approximatif de victimes civiles pour la guerre jusqu'à il y a trois mois, lorsque le bilan s'élevait à 53 000 morts.

En supposant que tous les décès certains et probables de militants aient été pris en compte dans le bilan, cela signifierait que plus de 83 % des morts à Gaza étaient des civil·es. Si l'on exclut les décès probables et que l'on ne retient que les décès certains, la proportion de morts civil·es passe à plus de 86 %.

Le pourcentage de victimes civiles pourrait même être plus élevé.

Les sources des services de renseignement ont expliqué que le nombre total de militants tués est probablement plus élevé que celui enregistré dans la base de données interne, car il n'inclut ni les membres du Hamas ou du JIP qui ont été tués mais n'ont pas pu être identifiés par leur nom, ni les Gazaouis qui ont pris part aux combats mais n'étaient pas officiellement membres du Hamas ou du JIP, ni les personnalités politiques du Hamas telles que les maires et les ministres du gouvernement, qu'Israël considère également comme des cibles légitimes (en violation du droit international).

Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement que le pourcentage de victimes civiles est inférieur à celui calculé ci-dessus. En fait, il pourrait même être plus élevé. Des études récentes suggèrent en effet que le bilan du ministère de la santé, qui s'élève actuellement à environ 62 000 morts, est aussi sans doute largement sous-estimé par rapport au nombre total de victimes de l'offensive israélienne, avec un écart pouvant atteindre plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Les chiffres falsifiés de l'armée

Depuis le début de la guerre, les responsables israéliens ont cherché à rejeter les accusations de meurtres gratuits à Gaza alors que le nombre de morts palestinien·nes s'accumulait rapidement.

En décembre 2023, alors que le bilan s'élevait déjà à 16 000 morts, le porte-parole international de l'armée israélienne, Jonathan Conricus, déclarait à CNN qu'Israël avait tué deux civil·es pour chaque militant, un ratio « *extrêmement positif* » selon lui. En mai 2024, alors qu'on comptait 35 000 morts, le premier ministre Benyamin Nétanyahou affirmait que le ratio était en fait plus proche de un pour un – une affirmation qu'il a répétée en septembre suivant.

Le nombre précis de militants qu'Israël affirme avoir tués depuis le 7-Octobre a fluctué, de toute évidence, de manière illogique. En novembre 2023, un haut responsable de la sécurité a ainsi laissé entendre au site d'information israélien Ynet qu'Israël avait déjà tué plus de 10 000 militants. Or, dans une évaluation militaire officielle présentée au gouvernement le mois suivant, ce chiffre est tombé à 7 860.

Les fluctuations mystérieuses du nombre de victimes parmi les militants se sont poursuivies en 2024. En février de cette année-là, le porte-parole de l'armée israélienne affirmait qu'Israël avait tué 13 000 membres du Hamas. Mais une semaine plus tard, l'armée annonçait un chiffre inférieur, à savoir 12 000. En août 2024, l'armée déclarait avoir tué 17 000 membres du Hamas et du JIP, un chiffre qui a de nouveau diminué deux mois plus tard pour atteindre 14 000 morts « *avec une forte probabilité* ». En novembre 2024, Nétanyahou a estimé ce nombre à « *près de 20 000* ».

Les rapports exagérés du commandement sud reposaient probablement sur les déclarations de commandants sur le terrain.

Dans son discours de départ à la retraite en janvier, le chef d'état-major sortant, Herzi Halevi, réaffirmait qu'Israël avait tué 20 000 militants à Gaza depuis le 7 octobre 2023. Et en juin, le

Centre Begin-Sadat pour les études stratégiques, un think tank de droite de l'université Bar-Ilan, a cité des sources militaires affirmant que leur nombre s'élevait à 23 000. Des sources des services de renseignement ont déclaré à +972, Local Call et *The Guardian* que certaines de ces affirmations provenaient probablement d'une base de données ancienne et inexacte tenue par le commandement sud de l'armée, qui estimait, fin 2024, sans fournir de liste de noms, qu'environ 17 000 militants avaient été tués. « *Ces chiffres sont des affabulations du commandement sud* », déclarait une source des services de renseignement. Les rapports exagérés du commandement sud reposaient probablement sur les déclarations de commandants sur le terrain, dont les subordonnés signalaient régulièrement à tort des victimes civiles comme étant des militants.

Par exemple, +972 et Local Call ont récemment révélé un cas dans lequel un bataillon stationné à Rafah avait tué une centaine de Palestiniens et les avait tous enregistrés comme « *terroristes* », alors qu'un officier du bataillon avait témoigné que toutes les victimes sauf deux étaient non armées. Une enquête menée l'année dernière par *Haaretz* a également révélé que seuls 10 des 200 « *terroristes* » que le porte-parole de l'armée israélienne avait déclarés tués par la 252^e division dans le corridor de Netzarim avaient pu être identifiés comme des membres du Hamas.

En avril 2024, le quotidien de droite *Israel Hayom* signalait que plusieurs membres de la commission des affaires étrangères et de la défense du Parlement avaient remis en question la fiabilité des chiffres sur les pertes militaires qui leur avaient été présentés par l'armée. Après avoir examiné ces données, les membres de la commission ont constaté que le nombre réel était beaucoup plus faible et que l'armée avait gonflé le nombre de victimes parmi les militants, « *afin de créer un ratio de deux pour un* » entre les morts civils et les morts parmi les militants.

« *Nous signalons la mort de nombreux membres du Hamas, mais je pense que la plupart des personnes que nous déclarons mortes ne sont pas vraiment des membres du Hamas* », a déclaré à +972, Local Call et *The Guardian* une source des services de renseignement qui accompagnait les forces sur le terrain. « *Les gens sont promus au rang de terroristes après leur mort. Si j'avais écouté la brigade, j'aurais conclu que nous avions tué 200 % des membres du Hamas dans la région.* »

Une source officielle chargée de la sécurité a confirmé qu'avant l'utilisation de la base de données des services de renseignement, les chiffres de l'armée concernant les pertes parmi les militants – tels que le chiffre de 17 000 – n'étaient qu'une « *estimation* » largement basée sur les témoignages des officiers. « *La méthode de comptage a changé*, a déclaré la source. *Au début de la guerre, [nous nous basions] sur les commandants qui disaient : "J'ai tué cinq terroristes."* »

Une culture du mensonge

La base de données du renseignement, en revanche, repose sur une analyse individuelle et constitue le seul chiffre sur lequel l'armée peut « *s'engager* » avec un haut degré de certitude, a expliqué la source, même en supposant qu'il puisse s'agir d'une sous-estimation. La source a ajouté que les chiffres avancés publiquement par les dirigeants politiques ne sont pas coordonnés avec les données du renseignement disponibles.

L'analyste palestinien Muhammad Shehada a déclaré à +972, Local Call et *The Guardian* que les chiffres de la base de données des services de renseignement correspondent étroitement à ceux qui lui ont été communiqués par des responsables du Hamas et du JIP : en décembre 2024, ils estimaient qu'Israël avait tué environ 6 500 de leurs membres, y compris des membres de la branche politique.

Peu après le 7-Octobre, Yossi Sariel, alors commandant de l'unité d'élite de renseignement militaire Unit 8200, a commencé à partager quotidiennement avec ses subordonnés le nombre de membres du Hamas et du JIP tués à Gaza. Selon trois sources proches du dossier, ce

graphique, appelé « *tableau de bord de la guerre* », était présenté par Sariel comme une mesure du succès de l'armée.

« *Il mettait beaucoup l'accent sur les données, les données, les données*, a expliqué l'un des subordonnés de Sariel. *Il fallait tout mesurer en termes quantitatifs. Pour montrer l'efficacité. Pour essayer de rendre tout plus intelligent et plus technologique.* » Une autre source a déclaré que cela ressemblait à « *un match de football, avec des officiers assis autour d'un tableau de bord qui regardaient les chiffres grimper* ». Yossi Sariel a décliné notre demande de commentaire, nous renvoyant au porte-parole de l'armée israélienne.

Israël n'a tué qu'un cinquième des personnes qu'il considère comme des militants.

Le général de division (à la retraite) Itzhak Brik, qui a servi pendant de nombreuses années comme commandant dans l'armée israélienne, puis comme médiateur pour les plaintes des soldats, a expliqué comment cette vision des choses a alimenté une culture du mensonge.

« *Ils ont créé un système [selon lequel] plus vous tuiez, plus vous réussissiez, et par conséquent, ils ont menti sur le nombre de personnes tuées* », a-t-il déclaré, qualifiant les chiffres présentés par le porte-parole de l'armée israélienne de « *l'un des bluffs les plus graves* » de l'histoire d'Israël.

« *Ils mentent sans arrêt, tant à l'échelon militaire qu'à l'échelon politique* », a ajouté Brik. « *À chaque raid, le porte-parole de l'armée israélienne déclarait : "Des centaines de terroristes ont été tués"* », a-t-il poursuivi. *Il est vrai que des centaines de personnes ont été tuées, mais ce n'étaient pas des terroristes. Il n'y a absolument aucun lien entre les chiffres qu'ils annoncent et ce qui se passe réellement.* »

En s'adressant à des soldats dont la tâche était d'examiner et d'identifier les corps des personnes tuées par l'armée à Gaza, il a déclaré qu'ils lui avaient dit : « *La plupart des personnes que l'armée dit avoir tuées sont des civils. Point final.* »

Le Hamas et le JIP ont été gravement affaiblis par l'offensive israélienne de ces deux dernières années, qui a tué la plupart des hauts responsables des deux groupes et considérablement endommagé leurs infrastructures militaires. Pourtant, les données issues des services de renseignement montrent qu'Israël n'a tué qu'un cinquième des personnes qu'il considère comme des militants. Les services de renseignement américains estiment que le Hamas aurait recruté 15 000 combattants pendant la guerre, soit deux fois plus que le nombre de personnes tuées par Israël.

Le choix de la destruction d'un peuple

En réalité, les discours génocidaires largement répandus par les dirigeants israéliens et les hauts responsables militaires depuis le début de la guerre suggèrent une intention de nuire à tous les Palestiniens de Gaza, et pas seulement aux militants. Le matin du 7-Octobre, l'ancien chef d'état-major Herzi Halevi déclarait à sa femme : « *Gaza sera détruite* », révélait-elle dans un podcast récent.

Dans un enregistrement qui a fuité ces derniers mois et a été diffusé la semaine dernière sur la chaîne israélienne Channel 12, le directeur de l'Aman de l'époque, Aharon Haliva, déclarait que « *cinquante Palestiniens doivent mourir* » pour chaque Israélien·ne tué le 7 octobre 2023, ajoutant : « *Peu importe maintenant s'il s'agit d'enfants.* »

Le droit international ne définit pas ce qui constitue un taux « acceptable » de victimes civiles, mais examine plutôt chaque attaque selon le principe de proportionnalité. À cet égard, dès novembre 2023, +972 et Local Call ont révélé que l'armée israélienne avait considérablement assoupli les restrictions sur les pertes civiles après le 7-Octobre, autorisant le meurtre de plus de 100 civil·es palestinien·nes lors d'une tentative d'assassinat d'un haut commandant du Hamas, et jusqu'à 20 pour des agents subalternes.

Selon les experts, cette politique d'engagement du feu et la culture de vengeance qui s'est développée après le 7-Octobre ont entraîné un taux de victimes civiles à Gaza extrêmement élevé pour une guerre moderne, même comparée à des conflits connus pour leurs tueries

aveugles tels que les guerres civiles en Syrie et au Soudan.

« *Une telle proportion de civils parmi les personnes tuées est inhabituellement élevée, d'autant plus que cela dure depuis si longtemps* », estime Therese Pettersson, du Programme de données sur les conflits d'Uppsala (UCDP), qui recueille des données sur les victimes civiles dans le monde entier. Selon elle, il est possible de trouver des taux similaires de victimes civiles en isolant une ville ou une bataille particulière dans le cadre d'un conflit plus large, mais « *très rarement* » lorsqu'on examine une guerre dans son ensemble.

Dans les conflits mondiaux suivis par l'UCDP depuis 1989, les civils n'ont représenté une proportion plus importante des morts seulement lors des génocides de Srebrenica (1992-95) et du Rwanda (1994), et pendant le siège de Marioupol par la Russie (qui a duré trois mois en 2022), a précisé Therese Pettersson.

Ce n'est qu'après un cessez-le-feu qu'il sera possible de calculer avec précision le nombre de victimes civiles et militantes à Gaza. Mais la base de données du renseignement indique que le ratio de victimes civiles est nettement supérieur aux chiffres présentés par Israël au monde entier depuis près de deux ans.

+972 et Local Call ont contacté le porte-parole de l'armée israélienne à la fin du mois de juillet pour obtenir une réaction. Sa réponse ne contredisait pas nos conclusions : « *Tout au long de la guerre, des évaluations complètes des renseignements ont été menées sur le nombre de terroristes éliminés dans la bande de Gaza. Le décompte est un processus complexe qui repose sur la situation des forces sur le terrain et sur des informations provenant de divers services de renseignement, tout en recoupant un large éventail de sources.* »

Sollicitée par *The Guardian* trois semaines plus tard, l'armée a déclaré qu'elle souhaitait « *reformuler* » sa réponse et a rejeté nos conclusions sans autre explication : « *Les chiffres présentés dans l'article sont incorrects et ne reflètent pas les données disponibles dans les systèmes de l'armée israélienne. Tout au long de la guerre, des évaluations du renseignement sont effectuées en continu concernant le nombre de terroristes éliminés dans la bande de Gaza, sur la base de méthodologies d'évaluation des dommages causés par les bombes (BDA) et de recoupements provenant de diverses sources, [y compris] des documents provenant d'organisations terroristes dans la bande de Gaza.* »

Nous avons demandé à un porte-parole de l'armée pourquoi celle-ci avait donné des réponses différentes à des questions portant sur un seul ensemble de données, mais n'avons pas reçu de réponse à ce jour.

<https://alencontre.org/moyenorient/palestine/gaza-et-la-guerre-totale-qui-y-est-conduite.html>

Gaza et la «guerre totale» qui y est conduite

21 août 2025

Le gouvernement Netanyahu vient de donner l'instruction aux forces armées d'accélérer l'opération contre la ville de Gaza et ses quelque 1 million d'habitants et de déplacés, soit une population épuisée, blessée, handicapée, affamée ayant subi, pour une très large fraction, de nombreux déplacements contraints au sein même de ce camp de concentration qu'est la Bande de Gaza.

L'utilisation du terme de «crise humanitaire», telle qu'elle règne dans les médias dominants, camoufle dans ce cas la réalité d'une politique génocidaire à l'œuvre à Gaza.

Nous publions ci-dessous – à titre d'illustrations faisant office de justification du qualificatif utilisé pour qualifier les actions du gouvernement israélien – des extraits (traduits) du sobre rapport publié ce 21 août par l'OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires).

(Rédaction *A l'Encontre*)

La crise de la faim et de la malnutrition

- La famine à Gaza atteint son pire niveau depuis octobre 2023 et l'aide qui parvient dans la bande de Gaza est insuffisante pour répondre à l'ampleur des besoins. Selon le Secteur de la sécurité alimentaire (FSS), au 17 août, 404 000 repas individuels étaient préparés chaque jour dans 86 cuisines communautaires soutenues par 19 partenaires du FSS, dont environ 132 000 repas dans le nord et 272 000 repas dans le sud et le centre de Gaza. Bien que cela représente une augmentation notable par rapport aux 259 000 repas préparés quotidiennement deux semaines plus tôt, ce chiffre reste bien inférieur au million de repas quotidiens que les partenaires ont pu distribuer en avril. Dans ce contexte, la population continue de souffrir d'une alimentation extrêmement déséquilibrée, carencée en nutriments essentiels, ce qui augmente le risque de malnutrition aiguë, avec des conséquences particulièrement graves pour les personnes âgées, les femmes enceintes et allaitantes, les enfants de moins de cinq ans et les nouveau-nés, qui sont plus susceptibles de présenter des complications à la naissance.
- Le FSS estime que plus de 62 000 tonnes de nourriture sont nécessaires chaque mois rien que pour couvrir les besoins humanitaires alimentaires de base, et le Programme alimentaire mondial (PAM) confirme qu'il dispose actuellement de quelque 170 000 tonnes de nourriture stockées, en cours d'approvisionnement ou en transit dans la région pour nourrir l'ensemble de la population pendant près de trois mois. Pourtant, entre le 19 mai et le 18 août 2025, les données disponibles sur l'aide fournie à Gaza par le biais du mécanisme UN2720, qui ne couvre que les envois d'aide humanitaire traités par ce mécanisme, indiquent que les organisations humanitaires n'ont pu collecter aux points de passage qu'environ 54 000 tonnes de denrées alimentaires (sur les quelque 57 000 tonnes collectées au total). Pour faire face à l'insécurité alimentaire croissante, le FSS appelle à une augmentation des importations de denrées alimentaires nutritives par le secteur commercial, notamment de produits frais et d'aliments enrichis en micronutriments, et à un accès humanitaire sans entrave afin de permettre l'entrée à grande échelle de l'aide alimentaire humanitaire par tous les partenaires humanitaires.
- Bien que les données pour les deux premières semaines d'août ne soient pas encore disponibles, en juillet, les partenaires ont signalé plus de 13 000 admissions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë, soit le double du nombre d'admissions enregistrées en juin et plus de six fois plus que les 2000 admissions enregistrées en février. Le 7 août, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a déclaré que le rythme de cette détérioration était alarmant et a demandé que les fournitures alimentaires parviennent d'urgence aux enfants avant que d'autres vies ne soient perdues. Le nombre de cas les plus graves, qui doivent être hospitalisés dans des centres de stabilisation, est également en augmentation, avec 54 admissions signalées par l'OMS pour les deux premières semaines d'août. Malgré l'augmentation du nombre de cas, il n'existe que cinq centres de traitement de la malnutrition aiguë sévère dans la bande de Gaza, dont deux à Gaza, un à Deir al-Balah et deux à Khan Younès, avec une capacité totale de 43 lits, ce qui est insuffisant pour faire face au nombre élevé de cas. Cependant, à l'heure actuelle, les stocks destinés à la prévention de la malnutrition sont presque épuisés après des mois de blocus total et une aide humanitaire très limitée depuis le 19 mai. Les programmes alimentaires supplémentaires généraux et ciblés du PAM destinés aux enfants et aux femmes enceintes et allaitantes sont désormais suspendus en raison du manque de compléments alimentaires à base de lipides.
- Le 15 août, Médecins Sans Frontières (MSF) a signalé que ses équipes à Gaza et à Khan Younès voient une augmentation significative et constante du nombre de patients souffrant de malnutrition depuis la mi-juin. Incapables de mener des

dépistages au niveau communautaire en raison de l'insécurité, les équipes de MSF dans les centres de soins de santé primaires ont dépisté plus de 1000 personnes par semaine et font état d'un taux de malnutrition aiguë globale de 20%. La situation est particulièrement critique dans la ville de Gaza. Selon MSF, au 9 août, 1 599 personnes étaient enregistrées en consultation externe pour malnutrition dans les structures de MSF à Gaza, soit une augmentation de 10% par rapport à la semaine précédente et une multiplication par cinq par rapport à la fin mai 2025. MSF a toutefois averti que la malnutrition n'est pas seulement une pénurie alimentaire, mais une affection médicale potentiellement mortelle qui nécessite, entre autres, un accès immédiat à des traitements, y compris des aliments thérapeutiques, et une capacité accrue à fournir des soins hospitaliers pour les cas complexes afin de sauver des vies.

- Selon le ministère de la Santé de Gaza, au 20 août, 269 décès liés à la malnutrition, dont 112 enfants, ont été enregistrés depuis octobre 2023. Ce chiffre comprend 204 décès depuis le 1er juillet 2025, dont 51 enfants, et trois personnes décédées au cours des dernières 24 heures.

Défis auxquels est confronté le système de santé

- Les patients diabétiques de Gaza ont de plus en plus de difficultés à accéder à leur traitement en raison de graves pénuries de médicaments, ce qui a de graves conséquences sur leur santé. On estime à 71 000 le nombre de patients diabétiques, dont environ 2 500 atteints de diabète de type 1, qui dépendent de l'insuline, dont les stocks ne couvrent plus qu'un mois. Avant octobre 2023, environ 30 000 unités d'insuline étaient nécessaires chaque mois. L'approvisionnement en insuline et en nourriture reste un défi quotidien. Selon le directeur de la santé de l'UNRWA, les personnes atteintes de diabète de type 1, y compris les enfants, ont besoin de plusieurs injections quotidiennes d'insuline, mais celle-ci agit parfois trop fortement, provoquant une hypoglycémie, une baisse du taux de sucre dans le sang qui peut entraîner une perte de conscience, voire la mort. Cette affection est généralement facile à traiter à l'aide de solutions simples telles que du jus, des bonbons ou du sucre, mais la pénurie généralisée de ces produits de base et leurs prix inabordables rendent presque impossible le traitement rapide de ces effets secondaires. De plus, les appareils permettant de surveiller la glycémie (glucomètres et bandelettes réactives) ne sont pas disponibles.
- Selon le ministère de la Santé, l'escalade des hostilités à Gaza, qui dure depuis plus de 22 mois, a fait plus de 156 000 blessés, dont beaucoup souffriront d'un handicap à vie. Cette semaine, le directeur de l'hôpital Al-Shifa, le Dr Mohammed Abu Selmiyah, a indiqué que les amputations de membres avaient augmenté en raison de l'inefficacité des antibiotiques contre les bactéries. Selon une récente étude évaluée par des pairs et publiée dans *The Lancet Infectious Diseases*, 982 des 1 300 échantillons prélevés dans le laboratoire de microbiologie de l'hôpital Al Ahli entre novembre 2023 et août 2024 ont montré une croissance bactérienne, et dans deux tiers de ces échantillons, des bactéries multirésistantes étaient présentes. Selon le ministère de la Santé à Gaza, il n'existe qu'un seul atelier qui fabrique et répare des prothèses. Les pénuries persistantes d'électricité et de carburant limitent considérablement la capacité de l'établissement à répondre à la demande croissante de soins prothétiques, qui continue d'augmenter chaque jour. Le manque de médicaments et de consommables médicaux entrave encore davantage la fourniture de services adéquats aux patients souffrant de blessures aux membres.
- Les services de réadaptation à Gaza restent limités; selon le Groupe de travail sur la santé, seuls 45 des 112 établissements de réadaptation (environ 40%) sont opérationnels, tous partiellement, dont 10 hôpitaux, deux hôpitaux de campagne, 19

centres médicaux et 14 centres de soins de santé primaires, ce qui reflète une lacune importante dans la prestation des services. Soulignant les défis auxquels sont confrontées les organisations qui viennent en aide aux personnes handicapées dans les territoires palestiniens occupés, y compris dans la bande de Gaza, le Fonds mondial pour les personnes handicapées a noté dans un rapport récent que «les acteurs humanitaires, y compris les agences des Nations unies et les ONG, sont confrontés à des restrictions croissantes en matière d'accès et d'opérations, notamment des restrictions à l'entrée d'équipements et d'aide essentiels, des restrictions juridiques liées à l'enregistrement et des obstacles à l'entrée du personnel humanitaire, ce qui a un impact significatif sur leur capacité à mener leurs opérations et à fournir des services à la population, les personnes handicapées étant souvent les plus difficiles à atteindre et à aider». Le rapport souligne que ces réalités «ont alourdi la charge qui pèse sur les organisations locales axées sur le handicap, qui disposent de ressources insuffisantes dans un contexte où les besoins augmentent considérablement et dont les opérations ont été gravement touchées par l'escalade actuelle, notamment par la destruction des infrastructures physiques, la perte d'actifs et la mort, les blessures ou le déplacement de membres du personnel».

- Les services d'analyses de laboratoire de Gaza sont au bord de l'effondrement total en raison de graves pénuries de fournitures et d'équipements essentiels. Selon le ministère de la Santé, près de 49% des matériaux de laboratoire sont épuisés et plus de 60% des articles de laboratoire essentiels restants devraient être épuisés d'ici un mois. En outre, 51,4% des consommables et fournitures de laboratoire ont moins d'un mois de stock. Les tests essentiels dans les salles d'opération et les unités de soins intensifs sont déjà épuisés ou sur le point de l'être, tout comme le matériel nécessaire pour surveiller les niveaux de médicaments chez les patients ayant subi une greffe de rein ou de foie. Les kits de numération globulaire complète, qui font partie des tests diagnostiques les plus élémentaires et les plus fréquemment utilisés, sont presque épuisés et ne permettront de maintenir les opérations que pendant quelques jours encore, tandis que les fournitures pour le dépistage viral des unités de sang (HBsAg, VHC, VIH) sont également presque épuisées, ce qui fait peser un risque grave de transfusions sanguines dangereuses. En outre, environ 45% des équipements de laboratoire ont été endommagés ou détruits et nécessitent d'urgence des réparations et des pièces de rechange.
- L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recensé 772 attaques contre des structures de santé depuis octobre 2023 dans la bande de Gaza. Ces chiffre comprend 115 attaques signalées entre le 1er janvier et le 10 août 2025, qui ont fait 50 morts et 119 blessés. Le plus grand nombre d'attaques a eu lieu dans le nord de Gaza, suivi de Khan Younès, le mois de mai étant le plus intense. Environ 46% des attaques ont impliqué des violences avec des armes lourdes, 28% des violences avec des armes individuelles et 38% des obstructions à la prestation de soins de santé (un seul incident peut impliquer plusieurs types d'attaques). Néanmoins, les travailleurs et travailleuses humanitaires et les professionnels de santé continuent de se mobiliser au péril de leur vie pour sauver des vies, a ajouté l'OMS.
- Le 2 août 2025, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a annoncé l'ouverture d'un nouveau service d'obstétrique et de gynécologie à l'hôpital de campagne d'Al-Mawasi, dans l'ouest de Khan Younès, afin de répondre aux besoins croissants des femmes enceintes dans les abris et dans la région d'Al-Mawasi à la suite des récentes ordonnances d'évacuation. Ce service propose des accouchements naturels et par césarienne, des soins prénatals et postnatals, un suivi régulier de la grossesse et des interventions chirurgicales gynécologiques essentielles. L'hôpital de

campagne d'Al-Mawasi, l'un des plus grands hôpitaux de campagne, compte actuellement 70 lits répartis dans différents services, notamment la chirurgie, la radiologie et les consultations externes, et prévoit d'augmenter sa capacité à 150 lits dès que des générateurs de grande capacité seront disponibles. Selon le Cluster Santé, l'ouverture de ce service porte à 13 le nombre total de centres de soins obstétricaux d'urgence complets (CEmOC), en plus des neuf unités de soins intensifs néonataux (USIN) existantes. Cela comprend quatre CEmOC et cinq NICU dans le gouvernorat de Gaza, deux CEmOC et deux NICU à Deir al Balah, six CEmOC et deux NICU à Khan Younis et un CEmOC à Rafah.

Crise de l'eau et de l'assainissement

- L'approvisionnement en eau provenant des trois principales conduites israéliennes de Mekorot reste irrégulier. L'eau fournie par la conduite Mekorot (Al-Muntar) dans le nord de Gaza alimentait en quantité suffisante la partie est de la ville de Gaza, mais des dommages aux vannes de contrôle ont empêché l'eau d'entrer dans le réseau, obligeant près d'un million de personnes à dépendre fortement du transport de l'eau par camions-citernes. Dans le sud de Gaza, l'une des conduites Mekorot (Bani Saeed), qui alimentait Deir al Balah en eau, est hors service depuis le 20 janvier 2025, les tentatives de réparation ayant été refusées à plusieurs reprises. La troisième conduite Mekorot (Bani Suhaila), à Khan Younès, qui alimente Rafah et Khan Younès, fonctionne par intermittence en raison de dommages récurrents et est hors service depuis six jours. Pour compenser le manque d'eau provenant des conduites Mekorot dans le sud de Gaza, les usines de dessalement d'eau de mer et d'eau saumâtre ont augmenté leur production malgré une pénurie critique de carburant.
- Depuis octobre 2023, toutes les stations d'épuration des eaux usées de Gaza ont cessé de fonctionner en raison du manque d'électricité, des dommages causés aux infrastructures et des restrictions d'accès. En conséquence, les eaux usées sont détournées vers des bassins d'eaux pluviales et vers la mer, ce qui entraîne une grave pollution de l'environnement. Par exemple, les eaux usées sont actuellement rejetées dans la mer depuis la lagune de Sheikh Radwan, dans la ville de Gaza, afin d'éviter les débordements et les inondations dans les quartiers environnants. Cette pratique devrait se poursuivre tant que l'approvisionnement en carburant restera disponible. Cependant, le recours accru aux générateurs a également fait augmenter la demande d'huile moteur et de filtres, rendant leur disponibilité tout aussi critique. Plus de 130 000 mètres de canalisations d'égouts sont endommagés, 67% des stations de pompage sont hors service et les eaux usées non traitées continuent de se déverser dans les rues, les abris et les zones résidentielles, ce qui présente des risques importants pour la santé publique.
- La gestion des déchets solides à Gaza reste un défi permanent, l'accès aux décharges officielles étant impossible en raison des fréquents ordres de déplacement et de l'interdiction d'accès aux zones militarisées. Les pénuries de carburant sont le principal obstacle à la collecte des déchets solides dans toute la bande de Gaza, les allocations de carburant pour les déchets solides n'étant accordées qu'en cas d'urgence. La collecte primaire des déchets solides dans le sud de Gaza est actuellement assurée par l'UNICEF, qui collecte environ 500 mètres cubes par jour. Dans le nord de Gaza, la collecte est fortement limitée en raison des restrictions sur le carburant, avec environ 7000 mètres cubes de déchets non collectés dans les rues, les abris et les hôpitaux. Les décharges temporaires accessibles sont pleines et les partenaires WASH plaident en faveur de leur désengorgement. La gestion des déchets médicaux reste également très difficile, en l'absence de sites de traitement final. L'obtention récente de 11 congélateurs pour le stockage des déchets médicaux

(principalement des placentas) contribue à réduire la charge et les autorisations récentes d'entrée de camions à benne basculante et de véhicules de collecte des déchets médicaux devraient faciliter la séparation des déchets médicaux et ménagers.

Risques pour les enfants

- Les enfants de Gaza, qui représentent environ la moitié de la population, continuent d'être exposés à des risques accrus en matière de protection dans le contexte de l'escalade des hostilités. Entre début juillet et mi-août, les partenaires chargés de la protection de l'enfance ont observé une augmentation notable du travail des enfants, davantage d'entre eux étant engagés dans des activités dangereuses telles que la collecte de gravats, la vente ambulante et le travail informel sur les marchés. En outre, on constate une augmentation de la mendicité chez les enfants et les femmes dans les zones urbaines. La détresse psychosociale est également très répandue, en particulier chez les enfants qui ont été déplacés à plusieurs reprises. De plus en plus d'enfants font état de cauchemars, de retrait social, d'agressivité et d'anxiété. Cependant, la capacité des partenaires chargés de la protection de l'enfance à répondre à ces besoins est limitée en raison de la pénurie de carburant, du déplacement et de l'épuisement du personnel, des restrictions d'accès et du manque de fournitures, ce qui a des répercussions négatives sur la prestation des services et le bien-être des enfants. Les fournitures essentielles destinées aux enfants, notamment les kits de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS), les tentes pour les activités de groupe et les appareils fonctionnels, sont largement indisponibles dans la bande de Gaza, et aucune n'a été autorisée à entrer depuis le 2 mars, ce qui limite considérablement la portée et la qualité des activités de protection de l'enfance, y compris le développement de services plus inclusifs pour les enfants handicapés. Ces difficultés continuent également de limiter la capacité des partenaires à fournir une prise en charge et un soutien psychosocial aux enfants; selon le domaine de responsabilité en matière de protection de l'enfance (AoR), entre le 1er et le 13 août, les partenaires n'ont fourni des services de prise en charge qu'à 687 enfants dans toute la bande de Gaza et 6850 enfants ont participé à des séances de soutien psychosocial. Cela reflète une réduction de la portée de l'action par rapport au mois de juillet, où 2383 enfants avaient bénéficié de services de prise en charge et 50 070 avaient participé à des séances de soutien psychosocial. La distribution de bracelets d'identité destinés à réduire le risque accru de séparation des familles pendant les déplacements a également diminué, les stocks qui avaient été reconstitués lors du cessez-le-feu étant désormais presque épuisés.
- (traduction par la rédaction de *A l'Encontre*)

<https://upml.org/2025/08/declaration-du-parti-communiste-palestinien/>

Déclaration du Parti communiste palestinien.

par UPml20 août 2025

Déclaration du Comité central du Parti communiste palestinien

Le Comité central du Parti communiste palestinien a tenu sa réunion habituelle dans un contexte d'escalade de la situation sur la scène palestinienne, notamment dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, et de conspiration internationale et régionale persistante contre les droits de notre peuple. Après un examen approfondi de l'ensemble des événements récents, le Comité central publie la déclaration suivante :

1. **Condamnation de l'expansion de l'agression dans la bande de Gaza et appel à**

l'escalade de la résistance: Le Comité central considère la décision de la puissance occupante d'étendre ses opérations militaires dans la bande de Gaza non pas comme un incident isolé, mais comme la continuation d'une stratégie de génocide et de nettoyage ethnique qui dure depuis des décennies et qui vise à briser la volonté de notre peuple et à le subjuguer politiquement et économiquement. Affamer notre peuple et bloquer l'entrée de l'aide dans la bande font partie d'une stratégie d'occupation visant à soumettre la résistance et à écraser son soutien populaire. Le Parti communiste palestinien affirme que la seule réponse au génocide perpétré contre notre peuple à Gaza est d'intensifier toutes les formes de résistance – politique, populaire et armée – localement, dans le monde arabe et internationalement. Nous devons œuvrer pour assurer l'entrée immédiate et inconditionnelle de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, la reconnaissant comme un droit à la fois humain et légal de notre peuple assiégé.

2. **Mise en garde contre les conférences internationales dont les slogans trompent les intérêts de notre peuple:** Le Comité central met en garde contre les slogans superficiels de certaines conférences internationales promouvant la «paix» et la «solution à deux États», tout en masquant des agendas dangereux visant à liquider notre cause nationale. La récente conférence de New York, organisée sous le patronage de l'Arabie saoudite et de la France, en est un exemple flagrant. Bien qu'elle ait été promue comme un forum pour soutenir la reconnaissance de l'État palestinien, son communiqué final n'a fait aucune mention d'une solution à deux États. Au lieu de cela, il s'est concentré sur des exigences de désarmement inconditionnel de la résistance – des objectifs qui s'alignent sur les objectifs de l'occupant et portent atteinte au droit fondamental de notre peuple à se défendre.
3. **Critique des pratiques de l'Autorité palestinienne et de la direction bien établie de l'OLP:** Le Comité central considère que l'insistance de l'AP et de la direction dominante de l'OLP à organiser des élections pour le Conseil national palestinien pendant cette phase critique constitue une grave déconnexion avec les luttes de notre peuple. Au lieu de servir de voie vers l'unité, cette démarche aggrave les divisions et consolide la domination d'une faction politique qui a perdu le contact avec le projet de libération nationale. Il aurait été plus judicieux de reconstruire l'OLP sur des bases nationales et révolutionnaires, incluant toutes les factions nationales, mettant ainsi fin aux divisions et unifiant les énergies dans la lutte contre l'occupation.
4. **Appel à l'AP pour s'engager dans la lutte et la libération:** Le Comité central affirme que l'Autorité palestinienne a perdu depuis longtemps sa fonction nationale et est devenue un instrument de coordination sécuritaire avec l'occupation – c'était son mandat principal depuis sa création. Cette politique renforce son rôle d'agent de sécurité de l'occupant, un rôle que le Parti rejette catégoriquement. Par conséquent, le Comité central appelle l'AP à réviser radicalement sa politique, à rejoindre la voie de la lutte et de la résistance, et à adopter un programme de libération nationale qui restaure son rôle de voix de notre peuple sur la scène internationale et de soutien de sa lutte légitime.
5. **Le danger de la décision de la Knesset d'imposer sa souveraineté sur la Cisjordanie:** Le Comité central considère la décision de la Knesset d'imposer sa souveraineté sur la Cisjordanie comme un nouveau chapitre du projet colonial sioniste qui, depuis ses débuts, vise à obtenir le contrôle total de la Palestine historique en déracinant son peuple. Cette décision réaffirme que l'occupant ne croit en aucune solution politique véritable et que son projet est soutenu par l'impérialisme mondial et les forces réactionnaires arabes. Cette réalité oblige notre peuple à adopter une stratégie politique et de terrain globale de résistance pour faire face à cette menace.

existentielle.

6. **La vision du Parti pour une solution:** Le Parti communiste palestinien affirme que toute solution politique qui ne repose pas sur la fin totale de l'occupation, l'établissement d'un État palestinien démocratique indépendant sur tout le territoire national avec Jérusalem comme capitale et le plein droit au retour des réfugiés, est une solution liquidationniste qui est rejetée. Le Parti considère la lutte de libération nationale comme une partie de la lutte mondiale contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction, et croit que la victoire de notre peuple nécessite l'unité de la lutte palestinienne, arabe et internationale.
7. **Appel à l'unité nationale pour faire face aux conspirations:** Le Comité central appelle toutes les factions d'action nationale opposées aux accords d'Oslo et à l'occupation à s'unir au sein d'un front de résistance nationale pour faire face aux conspirations visant à liquider notre cause, en intensifiant la lutte sous toutes ses formes jusqu'à la libération totale.

Situation arabe actuelle:

Le Comité central constate que le monde arabe traverse des crises profondes à cause de l'hégémonie américaine et sioniste, et à cause de la collusion de régimes réactionnaires qui servent des intérêts étrangers aux dépens de leurs peuples.

- **Syrie:** Le conflit interne, notamment suite au contrôle de vastes régions par des groupes terroristes – notamment le groupe connu sous le nom d'« Ahmad al-Shara » (anciennement al-Ghulani), leurs massacres de civils sur la côte et à Soueida, leur mépris de l'avancée sioniste dans le sud de la Syrie et la domination turque dans le nord, menacent l'unité et la souveraineté de la Syrie. La solution réside dans l'union des nationalistes syriens, notamment communistes, pour renverser le plan de division et reconstruire un État national souverain.
- **Liban:** Le Comité central condamne la décision musclée du gouvernement libanais de retirer l'arme de la résistance, la considérant comme une soumission aux diktats sionistes et américains, sans aucune garantie de retrait de l'occupation des territoires libanais ni de cessation de ses attaques sur le sud.
- **Yémen:** Le Comité central salue le peuple yéménite – dirigeants et population – pour leurs efforts héroïques visant à soutenir notre peuple à Gaza, à défier les menaces américaines et sionistes et à démontrer que la solidarité internationale arabe est possible et efficace.
- **Régimes de normalisation:** Le Comité central condamne les positions des gouvernements arabes qui normalisent leurs relations avec l'occupant, qui n'ont pas fourni d'aide à Gaza, qui ont maintenu des liens avec un occupant qui, en 22 mois, a tué plus de 60 000 Palestiniens – la plupart des femmes et des enfants – et qui justifient leur inaction auprès de leurs peuples en qualifiant la résistance d'« outil persan », comme si l'occupation sioniste ou occidentale n'existe pas dans la plupart des pays arabes dépouillés de souveraineté.

Situation internationale actuelle:

Le Comité central estime que l'aggravation des conflits internationaux – comme ceux entre la Russie et l'OTAN, ou entre la Chine et les États-Unis – ne sont pas des luttes pour la libération des peuples, mais plutôt des conflits entre empires rivalisant pour se partager les marchés, les ressources, l'énergie et l'influence.

La position du Parti communiste palestinien est claire : ce n'est ni notre lutte ni celle de la classe ouvrière ; c'est une lutte de la bourgeoisie mondiale, et les communistes doivent résister à l'exploitation de ces guerres pour opprimer et appauvrir les peuples.

La solution socialiste comme option humaine:

Le Comité estime que la solution fondamentale à toutes les guerres, à la pauvreté et à la

détérioration économique est le socialisme : la répartition équitable des richesses, l'éradication de l'exploitation et la prévention de la propagation du fascisme et du nazisme dans le monde d'aujourd'hui.

Vive nos martyrs,
Liberté à nos prisonniers,
Victoire à notre peuple et à sa vaillante résistance.
Comité central du Parti communiste palestinien
10\08\2025

<https://k-larevue.com/congres-antisioniste/>

Le début de la fin d'Israël ? Reportage à Vienne sur le premier congrès juif antisioniste

Liam Hoare - 18 juin 2025

Du 13 au 15 juin avait lieu à Vienne le premier congrès juif antisioniste, visant à faire entendre la voix de farouches résistants à l'abomination sioniste. Depuis la capitale autrichienne, et au nom de la mémoire de la Shoah, se disait alors d'une seule traite « Ni Herzl ni Hitler », comme s'il s'agissait finalement un peu de la même chose. Cette « clarté » morale est-elle suffisante pour illuminer la voie politique à suivre ? Le reportage de notre correspondant Liam Hoare donne à croire que non : tout n'est pas clair chez les juifs antisionistes, rejoints pour l'occasion par leurs alliés Roger Waters et Rima Hassan.

VIENNE — Dalia Sarig est à peine audible lorsqu'elle monte sur scène pour ouvrir ce qui a été annoncé comme le premier congrès juif antisioniste. Des problèmes techniques ont perturbé la première journée de l'événement, le 13 juin, et son micro grésille, siffle et s'éteint par intermittence pendant qu'elle prononce son discours d'ouverture. Elle déclare que les délégués sont réunis « dans le pays même où Herzl a lancé le sionisme en tant qu'idéologie coloniale raciste ». L'Autriche et ses élites politiques continuent de « s'allier délibérément au sionisme », une « idéologie raciste, nationaliste et colonialiste » qui a « provoqué un génocide », ce qui place l'Autriche « du mauvais côté de l'histoire ».

Sarig s'adresse à un public probablement composé de quelques centaines de personnes, remplissant presque la salle, généralement utilisée pour les mariages et les rassemblements culturels et communautaires turcs. Les accessoires de mode indispensables incluent le keffieh noir et blanc généralement drapé sur les épaules, des boucles d'oreilles en forme de pastèque et des casquettes vertes imitant le style trumpiste avec des slogans tels que « Make Palestine Whole Again » et « Make Palestine Free Again ». La scène est encadrée par deux grands oliviers, et les tables devant les fauteuils en cuir noir des orateurs sont décorées de roses blanches, en mémoire du groupe de résistance antinazie éponyme, et de jonquilles jaunes, symbole du soulèvement du ghetto de Varsovie.

Les antisionistes juifs locaux et internationaux constituent une grande partie de la délégation du congrès. On compte parmi eux une partie des 36 juifs viennois — sur une communauté juive d'environ 10 000 à 12 000 personnes — qui ont signé la Déclaration antisioniste juive viennoise publiée en décembre 2024, avant le congrès. Le document se termine par un slogan programmatique : « Le judaïsme n'est pas synonyme de sionisme ! ».

Des figures emblématiques du mouvement antisioniste international ont également fait l'honneur de leur présence, en personne ou via Zoom : le musicien Roger Waters, qui, au lieu de prononcer un discours, lit avec émotion les paroles de la dernière chanson sur laquelle il travaille; Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les territoires palestiniens occupés ; et Rima Hassan, députée européenne de La France Insoumise ayant

participé plus tôt dans le mois à la Flottille de la liberté pour Gaza avec la militante suédoise pour le climat devenue activiste anti-israélienne Greta Thunberg.

Depuis ce qui semble être la terrasse d'un café parisien, Hassan raconte son expérience, qu'elle qualifie d'« enlèvement » et de détention par les « forces d'occupation israéliennes ». Tout au long de son discours, elle serre dans ses mains un bulbe de fleur, objet manifestement chargé d'une profonde signification pour elle : l'émotion la submerge lorsqu'elle en évoque l'histoire. Elle raconte l'avoir cueilli sur le sol de la Palestine historique, juste avant son expulsion, un geste exceptionnellement autorisé par l'un de ses ravisseurs. Son témoignage sera l'un des premiers — mais loin d'être le dernier — à mettre en lumière une dissonance cognitive troublante.

À l'instar de Hassan, l'ensemble des représentants politiques présents au congrès étaient issus de l'extrême gauche. Parmi les partisans du congrès figurent les derniers trotskistes du Parti communiste révolutionnaire, qui vendent des exemplaires de leur journal, le *Funke*. Des membres éminents de la Liste de Gaza — qui briguaient des sièges au Parlement lors des élections nationales de septembre 2024 et n'a obtenu que 0,4 % des voix — font également partie de l'organisation. Parmi ses principaux candidats figure Sarig, qui se présente comme quelqu'un ayant vécu en Israël pendant « de nombreuses années » avant de retourner en Autriche en raison du « racisme structurel » de ce pays, et Astrid Wagner, peut-être plus connue pour avoir défendu Josef Fritzl, un pédophile condamné pour le viol de ses propres enfants.

Aux deux extrémités de la salle, deux grandes banderoles proclament les principaux slogans du congrès : « Stop au sionisme » et « Plus jamais ça, pour personne ». Ce dernier, qui reprend le mot d'ordre antifasciste allemand et autrichien « plus jamais ça », laisse présager ce qui va suivre. Le premier congrès juif antisioniste de Vienne est une tentative claire et délibérée de s'approprier la mémoire de la Shoah et l'héritage de l'antifascisme pour conférer une légitimité morale à la cause antisioniste. La manipulation de l'histoire et de la mémoire sera le leitmotiv de cet événement.

Vienne, la ville de Lueger, Herzl et Hitler

À la fin du XIXe et au début du XXe siècle, Vienne était le lieu de résidence de trois personnes qui ont joué un rôle considérable dans le destin des juifs d'Europe. Vienne était la ville de Karl Lueger, maire de la capitale autrichienne pendant la période fin de siècle. Même s'il n'était pas antisémite lui-même, Lueger a surfé sur la vague de haine anti-juive qui animait la classe moyenne inférieure viennoise pour accéder à la plus haute fonction de la ville, grâce à des discours antisémites, à une agitation anti-juive et à un programme politique imprégné de nationalisme et de xénophobie, ainsi que de suprémacisme germanique et catholique.

Vienne était la ville de Theodor Herzl. Bien que Herzl ait déclaré plus tard que « ce qui a fait de moi un sioniste, c'est le procès Dreyfus », l'un de ses biographes, Derek Penslar, note que peu de ses correspondances journalistiques depuis Paris « traitaient directement de l'antisémitisme ». Plus importantes « furent les élections municipales viennoises d'avril et mai 1895 », à l'issue desquelles le parti de Lueger remporta les deux tiers des sièges au conseil municipal. Shlomo Avineri abonde dans ce sens dans sa biographie de Herzl : « Si le pays qui avait le mieux traité les Juifs au cours du XIXe siècle était sur le point de se désintégrer et de mettre gravement en péril le bien-être de sa population juive, il fallait trouver une solution radicale ».

Vienne était aussi la ville d'Adolf Hitler, qui s'y était installé en 1907 après avoir échoué à entrer à l'Académie des beaux-arts de Vienne, ce qui le laissa sans domicile et sans ressources. Lueger était encore maire de Vienne à cette époque, et Hitler écrivit plus tard dans *Mein Kampf* qu'il était « l'un des plus grands maires allemands de tous les temps ». Bien que Lueger et son parti ne fussent pas nazis, les catholiques et les nationalistes allemands

constituant des camps politiques distincts divisés par la question de la nation autrichienne, Hitler « absorba le pangermanisme, le concept de race aryenne supérieure, l'antisémitisme et l'antislavisme » dans la Vienne de Lueger, conclut Avineri.

En organisant leur premier congrès juif antisioniste à Vienne, les initiateurs ont délibérément cherché à s'inscrire dans ce cadre historique, tout en inversant et en détournant le sens des événements politiques passés. La Déclaration antisioniste juive viennoise rappelle ainsi : « Le maire antisémite de Vienne, Karl Lueger, affirmait : “C'est moi qui décide qui est juif”. Ceux qui se conformaient à sa politique étaient exemptés de l'étiquette de “juif”, tandis que les voix dissidentes, opposées à ses vues, étaient, selon sa définition, “les voix des juifs” ». Et la Déclaration d'ajouter : « Aujourd'hui, nos voix juives anticolonialistes en Autriche subissent une logique similaire, mais inversée : ‘C'est nous qui décidons qui n'est pas juif’. Ceux qui s'alignent sur Israël sont autorisés à se revendiquer comme « juifs » et à s'exprimer en tant que tels, tandis que ceux qui s'en démarquent sont réduits au silence en tant que « non-juifs ». Nous reconnaissions dans ce mécanisme une forme d'antisémitisme et une complicité dans la perpétuation de l'antisémitisme, car il lie indissociablement l'identité juive au génocide des Palestiniens et alimente la haine contre les juifs. »

L'accusation portée est claire. Karl Lueger n'est pas une figure du passé autrichien : son héritage demeure vivace, non seulement dans la classe politique, mais aussi au sein de la communauté juive autrichienne, toutes deux imprégnées d'un antisémitisme persistant. Cet antisémitisme, inédit mais pourtant ancien, se caractérise par la persécution exclusive des juifs antisionistes d'Autriche, dont les droits et libertés sont systématiquement piétinés. « Nous soussignés exigeons sans équivoque le droit d'exprimer librement nos opinions démocratiques et anticolonialistes », proclament-ils — une revendication qu'il est pour le moins paradoxal de formuler à la veille d'un congrès antisioniste, organisé après une campagne nationale menée sous la bannière d'un parti ouvertement antisioniste.

Comme l'a souligné Dalia Sarig dans son discours d'ouverture, la Déclaration juive

antisioniste viennoise a été publiée dans la ville de Herzl. Une semaine avant le congrès, Sarig et ses camarades ont organisé une action politique visant à renommer temporairement la place Theodor Herzl — un espace en béton plutôt anodin situé à côté de l'hôtel Marriott de Vienne — en place Gaza. [Sarig a déclaré](#) : « Theodor Herzl est honoré chaque année à Vienne, et pour quoi ? Pour une idéologie colonialiste et nationaliste raciste ? En tant que juifs antisionistes, nous rejetons cette idéologie qui justifie la violence coloniale et l'expulsion ».

Dans son discours au congrès, Sarig a également fait référence [au serment de Mauthausen](#), un engagement pris par les survivants du camp de concentration le 16 mai 1945, qui stipule notamment : « Fidèles à ces idéaux, nous faisons le serment solennel de continuer à lutter, fermes et unis, contre l'impérialisme et contre l'incitation à la haine entre les peuples. [...]

Nous voulons ériger le plus beau monument que l'on puisse dédier aux soldats tombés pour la cause de la liberté de la communauté internationale sur une base solide : un monde d'hommes libres. »

« Invoquer ce serment pour soutenir un antisionisme radical déforme son sens historique », [a mis en garde](#) la chercheuse Stéphanie Courouble-Share avant le congrès. « En mobilisant le serment de Mauthausen contre Israël, les organisateurs suggèrent que l'État juif représente le système d'oppression même auquel les survivants ont juré de résister. Cette comparaison, qui manque de précision historique, est une manœuvre rhétorique qui déforme la mémoire de la Shoah à des fins politiques, effaçant la spécificité du nazisme et du génocide des Juifs d'Europe. » C'est précisément là le problème, non seulement de cette déclaration, mais aussi de la plupart des propos tenus pendant ce congrès.

Israël est faible, mais Israël est fort

Le premier congrès juif antisioniste a été marqué par une série de contradictions internes et un détachement manifeste de la réalité historique et politique. Aux premières heures du 13 juin,

Israël lançait une série de frappes ciblées d'une ampleur inédite contre les infrastructures militaires et nucléaires iraniennes. Si les répercussions à long terme de ces attaques restent incertaines, à court terme, elles ont, contrairement aux échecs sanglants du 7 octobre 2023, mis en lumière la puissance de l'appareil militaire et du renseignement israéliens.

Rien n'indique que les délégués du congrès en aient eu conscience ni qu'ils aient mesuré la portée de ces événements. « C'est le premier jour du déclin rapide d'Israël », a proclamé Haim Bresheeth, chercheur associé à la School of Oriental and African Studies de Londres, l'un des nombreux vétérans du mouvement antisioniste international présents à Vienne. « Ils ont attaqué l'humanité. Désormais, ils ne visent plus seulement Gaza, mais l'ensemble du Moyen-Orient. Personne, nulle part dans la région, n'est à l'abri du sionisme. Il n'y aura aucune sécurité tant que le sionisme existera. »

Bresheeth, dont l'intervention devant le congrès — un exposé décousu sur l'histoire de l'Andalousie — semblait souvent déconnectée du sujet, semble affectionner les formules lapidaires au contenu aussi substantiel qu'un œuf Kinder. « Il n'y a pas de place pour le sionisme dans le monde d'aujourd'hui, nulle part », lançait-il, ou encore : « L'ONU est un organisme inutile, rendu impuissant par le sionisme et l'Occident ». Il interrogea même l'assemblée : « De quel côté sont les Juifs ? ». La question était sans doute rhétorique : qui choisirait le côté de l'Occident européen, responsable du colonialisme, plutôt que celui de l'Orient, qui, cela va sans dire, n'a jamais commis d'acte de guerre ou de colonialisme ? À l'image de Bresheeth, le congrès lui-même semblait incapable de trancher : le sionisme était-il si faible qu'il vacillait au bord du précipice — non pas un simple déclin, mais un effondrement rapide —, ou bien si puissant qu'il était tenu pour responsable de tous les maux du monde ? Étrange ennemi qui, sur son lit de mort, est encore capable de bombarder les installations nucléaires iraniennes, tout en exerçant son influence jusqu'aux salles de congrès viennoises pour étouffer la liberté d'expression d'antisionistes pourtant bien bavards. Au premier congrès juif antisioniste de Vienne, les fantasmes ont valeur de réalité. « Tout le monde ici est convaincu qu'il s'agit du début de la fin du sionisme », a affirmé la journaliste et influenceuse égyptienne Rahma Zein, dans un discours qui, étonnamment, n'était pas destiné à faire rire.

Ce congrès, a proclamé l'activiste antisioniste israélien Ronnie Barkan dans son discours d'ouverture, « ne vise pas à discuter du judaïsme ou de la politique identitaire » — une déclaration plutôt surprenante pour un événement qui se présente comme étant à la fois juif et antisioniste.

Malheureusement, il semble y avoir eu un problème de communication en interne, puisque l'auteure et universitaire palestinienne Ghada Karmi, qui s'est exprimée explicitement sur l'identité juive et sa perception du rôle des juifs dans les mouvements sioniste et antisioniste, n'a manifestement pas compris les instructions de Barkan. « Les Juifs antisionistes restent une petite minorité en Israël et dans le monde », a-t-elle finement observé.

« La majorité des Juifs soutiennent activement ou passivement Israël. Il faut se demander comment Israël aurait pu devenir si puissant aux États-Unis et en Europe sans ces complices juifs. » Elle estime donc que « la lutte contre le sionisme est une affaire intrajuive dans laquelle les Palestiniens ne doivent pas intervenir. C'est aux Juifs de se détourner du sionisme ».

Selon Karmi, le sionisme « a engendré une forme de dissimulation au sein des communautés juives de la diaspora ». Elle poursuit en affirmant qu'« il est nécessaire d'opérer une transition du tribalisme vers l'universalisme » parmi les juifs de la diaspora, qui auraient tendance à se percevoir comme membres d'une « tribu ». Heureusement, certains élus ont su accepter la révélation universaliste, et il leur revient dès lors de se charger de la difficile mission de convertir la tribu récalcitrante : « C'est aux Juifs antisionistes qui ont vu la lumière qu'il revient d'accomplir ce travail, car eux seuls en sont capables. Cela n'aurait pas la même

légitimité si cela venait de Juifs qui n'ont jamais adopté le sionisme plutôt que de ceux qui ont choisi de s'en détourner. »

La perception osée que Barkan avait de son propre congrès se situe dans le droit fil de cet exceptionnalisme. « Nous suivons leurs traces », a-t-il déclaré à propos du soulèvement du ghetto de Varsovie. Évidemment, on peut se demander ce que constitue cette tentative effrontée de s'approprier l'héritage de l'antifascisme juif si ce n'est une forme particulièrement dévoyée de politique identitaire. Dans [un éditorial](#) publié sur le portail antisioniste Mondoweiss avant l'événement, Barkan écrivait que « la voix juive antisioniste démontre une fibre morale, une histoire progressiste, une vigueur juridique, une moralité de coexistence — en se joignant à la lutte contre le sionisme, en combattant aux côtés des Palestiniens pour libérer non seulement la Palestine, mais aussi le judaïsme du sionisme ». À défaut de pouvoir énoncer clairement les objectifs politiques qu'ils poursuivent, les juifs antisionistes peignent avec grand luxe de détails leur propre représentation mythifiée.

Malgré le rejet proclamé de la politique identitaire, la Déclaration juive antisioniste viennoise se rattache directement à une lutte intracommunautaire : « Nous ne nous sentons pas représentés par la [Communauté juive de Vienne], qui prétend représenter les Juifs d'Autriche et soutient inconditionnellement toutes les actions d'Israël », affirment ses trois douzaines de signataires. La Déclaration tente également de situer l'antisionisme dans l'héritage de l'antifascisme juif : « Nous soussignés sommes des personnes issues de familles juives, des descendants de personnes déplacées et/ou de victimes et/ou de survivants de la Shoah et de résistants au régime nazi ayant des liens avec l'Autriche. Nous sommes attachés aux droits humains universels, à l'égalité et à une paix juste. »

Une fois la mémoire de la Shoah monopolisée, et les juifs antisionistes ainsi distingués de la majorité juive sioniste, la déclaration peut présenter cette dernière comme raciste, colonialiste et ethno-nationaliste par implication. « Partout dans le monde, des juifs comme nous condamnent les actions d'Israël contre les Palestiniens, le génocide qu'Israël commet à Gaza, le nettoyage ethnique et la colonisation de la Cisjordanie. Nous déclarons sans équivoque — au cas où vous n'auriez pas compris — « Cela ne se fait pas en notre nom ! »

Après les parallèles historiques, l'histoire parallèle

Ronnie Barkan note que, l'année de la publication de *L'État juif*, « un mouvement de masse de travailleurs juifs en Europe de l'Est et en Russie, le Bund socialiste », a vu le jour. (Le Bund général des travailleurs juifs a en fait été fondé un an plus tard.) « Alors que le Bund devenait un mouvement important dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, le sionisme représentait moins de 1 % de la population juive en Europe. » Et puis deux phrases extraordinaires :

« S'il n'y avait pas eu Hitler, le sionisme serait très probablement resté une petite colonie juive insignifiante en Palestine. Les six millions de Juifs qui ont péri dans la Shoah n'étaient pas sionistes : la plupart étaient antisionistes, soit des socialistes bundistes, soit des juifs ultraorthodoxes qui considéraient le sionisme comme profondément anti-juif. »

Passons sur le sous-entendu selon lequel seuls les « bons juifs » seraient morts pendant la Shoah. Ce qui frappe ici, c'est la portée de ce « s'il n'y avait pas eu Hitler », qui exprime de manière condensée toute l'ambivalence du rapport antisioniste à la mémoire de la Shoah, voire la difficulté qu'il y a à simplement prendre en compte la réalité historique. Certes, sans la montée du nazisme, l'histoire des Juifs européens — et, par ricochet, celle d'Israël — aurait sans doute suivi un tout autre cours. Mais ce n'est ni l'histoire que nous connaissons, ni la réalité dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Israël est désormais un État solidement établi, et deux peuples, porteurs de deux identités nationales distinctes, revendiquent, chacun à leur manière, la propriété — totale ou partielle — de la même bande de terre. Le mouvement antisioniste se targue d'affronter les faits les plus dérangeants, mais il en donne rarement la preuve, préférant souvent se réfugier dans une réalité alternative plus confortable.

Les élucubrations historiques ont posé problème lors du premier congrès juif antisioniste. Donny Gluckstein, qui enseigne à l'Edinburgh College (au grand dam de ses étudiants), a affirmé que Herzl n'avait même pas mentionné un État juif en Palestine, ce qui suggère qu'il n'a pas lu ou n'a pas su lire *L'État juif*, dans lequel Herzl décrit la Palestine comme « la patrie historique éternelle » des juifs. Gluckstein a en outre soutenu que l'antisémitisme est un produit du capitalisme et que l'éradication du capitalisme entraînerait celle de l'antisémitisme. Les juifs de l'après-guerre en Pologne et en Union soviétique se réjouiront de cette bonne nouvelle.

Là où la réalité s'avère décevante, les propos réconfortants sont de rigueur. Rahma Zein a déclaré, là encore avec une sincérité désarmante, que « tous ceux qui sont ici aujourd'hui prouvent qu'ils sont humains ». Ça en laisse beaucoup pour qui la preuve n'est pas faite... Peut-être tous ne souhaiteront cependant pas rejoindre le modèle d'humanité et de moralisme constitué par ceux qui considèrent le sionisme comme une conspiration dominant le monde et responsable de tous ses problèmes. Les termes choisis par Ghada Karmi pour décrire le sionisme sont éloquents : « une force politique étrangère qui s'insinue dans notre patrie avec des intentions malveillantes ». Il n'y a aucun doute à ce sujet, a-t-elle déclaré : « Le sionisme est mauvais, et si vous êtes contre le mal, vous devez être contre le sionisme ». C'est à se demander pourquoi certains hésitent encore à rejoindre le camp antisioniste.

La clarté de la distinction morale se paye toutefois du prix d'un brouillage des frontières et d'une inversion des rôles entre victime et bourreau. Sans remarque l'ironie d'une démarche qui instrumentalise la mémoire de la Shoah pour lutter contre sa supposée instrumentalisation, le militant palestinien Samy Ayad affirme qu'« Israël doit cesser d'instrumentaliser les souffrances infligées aux Juifs par les nazis pour justifier ses crimes contre les Palestiniens ». Haim Bresheeth va plus loin, appelant à une « désionisation de chaque institution, de chaque groupe » dans un futur État palestinien, à l'image de la dénazification de 1945. Il ajoute : « Après 1945, la question s'est posée : comment vivre avec les Allemands en Europe ? C'est une interrogation tout aussi difficile que celle qui se pose en Palestine aujourd'hui : comment vivre avec des génocidaires parmi vous ? » — avant d'être interrompu au moment où son propos atteignait son paroxysme.

« Une large opposition au sionisme émerge dans toute la société », écrit Ronnie Barkan. Pourtant, s'il est à l'image du mouvement de protestation contre Israël qui a suivi le 7 octobre et de ce public restreint et très marqué à gauche du premier congrès juif antisioniste, on ne voit pas ce qui vient nourrir les espoirs des antisionistes. La situation actuelle à Gaza demeure intolérable : pour les otages israéliens toujours détenus par le Hamas, comme pour les centaines de milliers de Palestiniens déplacés, dont les maisons et les quartiers ont été anéantis. Fait révélateur, le 7 octobre lui-même a été à peine évoqué lors du congrès, et dans les sessions auxquelles j'ai assisté, aucune critique du Hamas, de son idéologie ou de ses actions — qui ont pourtant déclenché la riposte israélienne — n'a été formulée.

Par ailleurs, si le débat, comme l'a formulé le journaliste palestinien Ramzy Baroud, doit se limiter à l'idée que « la seule solution est un État unique, un État appelé Palestine, et rien d'autre », alors les souffrances du peuple palestinien sont promises à perdurer, et les antisionistes n'y seront pas pour rien. Il faut reconnaître à Karmi le mérite d'avoir admis qu'il existe en Palestine deux communautés qui, fondamentalement, ne souhaitent pas vivre ensemble et préfèrent le divorce à un mariage arrangé. « Que faire ? », a-t-elle demandé — une question pertinente à laquelle le premier congrès juif antisioniste n'a pas su apporter de réponse.

Déclaration du Premier Congrès Juif Anti-sioniste.

19 août 2025

La tenue et la déclaration de ce Congrès sont des évènements de grandes importances. C'est tout d'abord un coup sévère porté à l'hégémonie (apparente) du sionisme dans le mouvement juif mondial. Ensuite c'est un soutien à la lutte du peuple Palestinien. Enfin c'est une dénonciation de tous les gouvernements et autres opportunistes qui soutiennent le gouvernement fasciste-sioniste israélien. (NDR)

Nous relayons des liens d'accès à des films sur la Palestine colonisée

Déclaration du Premier Congrès Juif Anti-sioniste de Vienne, juin 2025

Plus de 1 000 Juifs et non-Juifs antisionistes se sont réunis à Vienne pendant trois jours de présentations et d'ateliers dans le cadre du [Congrès juif antisioniste](#). Bien qu'il s'agisse du premier événement de ce type en Europe, il prépare déjà la tenue d'un second congrès en 2026.

Nous, intervenants et organisateurs du Congrès, publions par la présente cet appel public, reflétant les positions collectives adoptées au terme des délibérations.

En tant que Juifs antisionistes et alliés, nous exprimons notre solidarité avec tous les Palestiniens — en Palestine et en exil — contre le sionisme et ses crimes, notamment le génocide, l'apartheid, le nettoyage ethnique et l'occupation. Nous affirmons le droit des peuples sous occupation de [résister par tous les moyens](#), comme reconnu par plusieurs dispositions de l'ONU. Il est essentiel que les Juifs de conscience s'unissent partout dans le monde pour s'opposer au sionisme, en collaboration et en solidarité avec le mouvement mondial pour la libération palestinienne. Nous nous engageons à élargir notre mouvement au-delà de ses origines européennes pour inclure les voix antisionistes du monde entier, notamment du Sud global.

Nous condamnons sans réserve tous les crimes de guerre commis par Israël depuis le 7 octobre 2023, incluant le nettoyage ethnique, l'apartheid militarisé, l'urbicide, la scholasticide, la medicalicide, la faim de masse utilisée comme instrument d'expulsion forcée de plus de deux millions de Gazaouis, ainsi que le génocide en cours de centaines de milliers de personnes — l'un des pires crimes de guerre de notre époque. Ces actes ont déjà été reconnus comme tels par la CPI et la CIJ, bien que l'État d'Israël ait rejeté en bloc les demandes des deux tribunaux, ainsi que de multiples appels de l'AGNU et du Conseil de Sécurité. Résultat : près de deux millions de civils sont désormais incarcérés dans une minuscule enclave, sans accès à la nourriture, à l'eau, aux médicaments, à un abri ou aux soins médicaux. Ces nouveaux crimes s'ajoutent à un passé interminable d'infractions depuis 1948. Malgré les violations répétées des résolutions de l'AGNU et du CSNU et les rapports abondants des Rapporteurs spéciaux de l'ONU, aucune sanction n'a jamais été imposée à Israël.

Aucun de ces crimes de guerre et crimes contre l'humanité n'aurait pu être commis ou soutenu sans le soutien actif et enthousiaste des puissances occidentales — par l'aide militaire, le financement et la couverture politique et diplomatique — principalement les États-Unis, l'Union européenne, le

Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En armant et en soutenant un État criminel commettant un génocide, ces gouvernements assument une responsabilité juridique et morale en vertu de la [Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide](#). Nous appelons tous les États et sociétés à remplir leurs obligations en ce cadre et à prendre toutes les mesures nécessaires pour stopper le génocide en cours à Gaza. Les sanctions doivent inclure la suspension d'Israël de l'Assemblée générale des Nations Unies, comme cela fut fait en 1974 à l'égard de l'Afrique du Sud pour son régime

d'apartheid. Clairement, les crimes d'Israël sont encore plus atroces. Tandis que l'ONU a déployé des forces internationales depuis des décennies pour séparer les belligérants entre Israël et l'Égypte, ainsi qu'entre Israël et le Liban, elle n'a jamais mis en place de force de protection pour protéger les vies palestiniennes contre l'oppression et le terrorisme d'État israéliens. Nous estimons que le moment est venu de prendre une telle mesure humanitaire. Sans cela, Israël poursuivra son entreprise de meurtre de masse.

Nous exigeons en outre que l'Union européenne respecte ses propres règles, notamment l'article 2 de l'Accord d'association UE-Israël, qui l'oblige à cesser toute relation commerciale avec Israël et à rompre son statut associatif dans les programmes financés par l'UE.

Nous appelons toutes les sociétés internationales, associations et organisations à exclure Israël de leur adhésion jusqu'à ce qu'il se conforme à toutes les résolutions de l'ONU et de l'AGNU, mette fin à son génocide en cours à Gaza et retire ses forces militaires de tous les territoires acquis de force en 1948 et 1967, ainsi que de tous les territoires syriens et libanais occupés depuis 1967. Israël doit se retirer immédiatement et totalement de la bande de Gaza, lever le blocus imposé depuis 2006 et permettre un accès sans restriction à toutes les agences d'aide humanitaire.

Nous appelons tous les États, institutions et organisations de la société civile à appliquer et à respecter les exigences du Comité national palestinien pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS). Cela inclut la rupture de tous liens financiers, académiques, militaires, culturels et diplomatiques avec l'État génocidaire, jusqu'à ce qu'il réponde aux conditions exposées ci-dessus ainsi que l'application du droit au retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers et propriétés, comme stipulé par la résolution 194 de l'ONU.

Nous demandons en outre aux Nations Unies d'imposer immédiatement des sanctions globales à la suite des attaques illégales et non provoquées d'Israël contre Téhéran et d'autres villes iraniennes, entraînant des pertes civiles massives. Ces sanctions doivent également s'étendre aux gouvernements occidentaux qui facilitent ces crimes internationaux à travers leur soutien militaire et politique. Les armes nucléaires d'Israël — illégales selon nous — doivent être démantelées par un processus transparent, supervisé par l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Nous rejetons catégoriquement l'affirmation selon laquelle Israël agit au nom des Juifs, ou que tous les Juifs soutiennent ses actes criminels. Nous appelons les Juifs du monde entier à s'élever contre l'État sioniste — à refuser sa légitimité et à exiger l'arrêt immédiat de ses actions criminelles et abjectes. Cela inclut le soutien au mouvement BDS et la rupture des liens culturels, politiques et institutionnels avec Israël, jusqu'à ce qu'il réponde aux conditions susmentionnées. Israël et le sionisme sont illégaux et immoraux tout en prétendant agir au nom des Juifs — mettant dès lors tous les Juifs en danger. Cette prétention que les Juifs soutiennent intrinsèquement Israël et son État abject constitue un véritable antisémitisme.

Nous accueillons tous les opposants israéliens au sionisme et appelons les Juifs israéliens à reconsiderer leur allégeance à un régime qui refuse aux Palestiniens leurs droits depuis plus de huit décennies. En honorant l'héritage juif et les principes mêmes du judaïsme, nous encourageons les Juifs de conscience du monde entier à se tenir aux côtés des Palestiniens dans le rejet de l'idéologie raciste du sionisme et de sa suprématie inhérente. Agissons ensemble, où que nous soyons, avec le mouvement mondial de décolonisation et de libération de la Palestine. Unissons-nous et mettons tout en œuvre pour bâtir un avenir d'égalité, de justice et de dignité pour tous les habitants de la Palestine — une terre où la coexistence et le respect mutuel pourront à nouveau s'épanouir.

Dé-coloniser et dé-sioniser. Liberté pour la Palestine et son peuple !

Pour voir les signataires ou ajouter vos signatures voir ce formulaire :

<https://forms.gle/jb5sJyfisX4ZctNx8>

<https://www.la-croix.com/international/qui-est-johnnie-moore-l-evangelique-trumpiste-a-la-tete-de-la-fondation-humanitaire-de-gaza-20250604>

Qui est Johnnie Moore, l'évangélique trumpiste à la tête de la Fondation

Par [Inès Simondi](#) - Publié le 4 juin 2025 à 18h17

Johnnie Moore, pasteur évangélique républicain et ancien conseiller de Donald Trump, a été nommé le 3 juin 2025 à la tête de la Fondation humanitaire de Gaza (GHF). Appuyée par les États-Unis et Israël, la GHF est critiquée pour sa gestion opaque de l'aide humanitaire à Gaza. Johnnie Moore, pasteur évangélique américain et proche de Donald Trump, a été nommé le 3 juin 2025 à la tête de la Fondation humanitaire de Gaza (GHF). Cette désignation intervient après la démission de Jake Wood, qui avait publiquement mis en cause l'indépendance de la fondation, pointant du doigt son alignement sur les intérêts israéliens.

Soutenue par les États-Unis et Israël, la GHF fait l'objet de critiques depuis sa création en mai, en raison de sa [gestion opaque de l'aide humanitaire](#) dans la bande de Gaza et des problèmes de sécurité lors des distributions, marquées par des tirs mortels dont l'un confirmé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Avant même son arrivée à la tête de l'organisation, le pasteur Johnnie Moore avait rejeté ces accusations, les qualifiant de « *mensonges propagés par des terroristes* » sur son compte X.

Johnnie Moore est depuis longtemps un fervent défenseur d'Israël, qu'il décrit comme un pilier stratégique pour les États-Unis dans une interview accordée au *Jerusalem Post*. Il rencontre même le premier ministre Benjamin Netanyahu. En 2017, il soutient activement le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem.

Trois mois après les attaques du 7 octobre, il se rend en Israël pour exprimer son soutien à la population. Peu après, il publie une vidéo intitulée « *Venez visiter la belle Gaza* », décrivant la région comme une destination touristique attrayante, si ce n'était la présence du Hamas. Il n'hésite pas à condamner fermement le [mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale](#) émis contre Benjamin Netanyahu et l'ex-ministre de la défense Yoav Gallant, qualifiant ces poursuites d'« *actes corrompus* » perpétrés par des « *antisémites en col blanc* ».

Né en 1983, Johnnie Moore a commencé sa carrière à la [Liberty University](#), la plus grande université évangélique des États-Unis, qui s'est donné pour mission de « *former des champions pour le Christ* ». Il y a occupé les postes de vice-président principal et de pasteur du campus, avant de créer The KAIROS Company, une agence de communication.

En 2018, il cofonde le Congress of Christian Leaders (CCL), une plateforme destinée à fédérer les leaders chrétiens à l'échelle mondiale et à peser dans les débats, tout en restant fermement ancré dans une orthodoxie évangélique.

Du bureau ovale à l'humanitaire à Gaza

Proche de Donald Trump, Johnnie Moore intègre dès 2016 le cercle des conseillers évangéliques du candidat, devenu président. Il participe à de nombreuses réunions de prière à la Maison-Blanche, aux côtés d'autres figures évangéliques telles que Paula White, Franklin Graham et Robert Jeffress.

Cette proximité avec Trump lui vaut d'être nommé à deux reprises, en 2018 puis en 2020, à la [Commission américaine sur la liberté religieuse internationale](#) (USCIRF). À ce poste, il dénonce les persécutions religieuses en Chine, en Inde et au Moyen-Orient. En 2021, il est interdit d'entrée sur le territoire chinois pour ses prises de position en faveur des Ouïgours et des chrétiens chinois.

Des organisations comme les Américains unis pour la séparation de l'Église et de l'État l'accusent de brouiller dangereusement la frontière entre religion et pouvoir. Johnnie Moore, lui, assume : il milite pour l'abolition du Johnson Amendment, qui interdit aux églises de

soutenir ouvertement des candidats politiques. Pour lui, cette loi porte atteinte à la liberté d'expression des institutions religieuses.

Pasteur, dirigeant universitaire, conseiller politique et désormais patron humanitaire : Johnnie Moore endosse un nouveau rôle en rejoignant GHF, qui sème encore le doute sur l'indépendance de cette organisation.